



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Lundi 8 juillet 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
27 juin 2024  
n° 24 / 8045<sup>e</sup>  
pages 1185 à 1224



Version numérique incluse\*



## ÉDITORIAL

1185 Politique, droit et fétichisme, *Jean-Pascal Chazal*

## ACTUALITÉS

- 1188 Taxe sur la valeur ajoutée (fait générateur) : opération de compensation
- 1188 Troubles de jouissance (cessation) : pouvoir souverain d'appréciation
- 1189 Bail d'habitation (résiliation) : application de la loi du 27 juillet 2023
- 1189 Changement d'affectation (autorisation) : location de courte durée
- 1190 Assurance maladie (maladie professionnelle) : respect du secret médical

## POINTS DE VUE

- 1191 Apologie du terrorisme : l'acte terroriste peut-il avoir une cause ?,  
(à propos de T. corr. Lille, 18 avr. 2024), *Gaspard Lindon*
- 1192 La cassation des arrêts rendus sur déferé, *Louis Boré*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1203 **Panorama** : Droit des majeurs protégés, *Jean-Jacques Lemouland et David Noguéro*



- 1215 **Notes** : Le transporteur aérien peut-il interdire au passager de céder sa créance en indemnisation ?, note sous *CJUE 29 févr. 2024, Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier*
- 1218 Le recours en matière de perquisition chez un avocat consolidé par la Cour de cassation, note sous *Crim. 5 mars 2024, Pauline Le Monnier de Gouville*

## ENTRETIEN

- 1224 Chantal Cutajar – Bilan du Conseil de l'Europe sur la lutte anticorruption en France

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Ketty DE FALCO  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HÉLÈNE HOCH

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

### DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

### RÉDACTION

#### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### - RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

#### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### - ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice  
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Jean-Pascal Chazal

1185

Politique, droit et fétichisme



1188

### DROIT DES AFFAIRES

#### Fiscalité

Taxe sur la valeur ajoutée (fait générateur) :  
opération de compensation,  
CE 11 juin 2024

1188

### DROIT IMMOBILIER

#### Bail

Troubles de jouissance (cessation) :  
pouvoir souverain d'appréciation,  
Cv. 3<sup>e</sup>, 13 juin 2024

Bail d'habitation (résiliation) :  
application de la loi du 27 juillet 2023,  
Cv. 3<sup>e</sup>, avis, 13 juin 2024

#### Construction-Urbanisme

Changement d'affectation (autorisation) :  
location de courte durée,  
Cv. 3<sup>e</sup>, 13 juin 2024

1190

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

#### Sécurité sociale

Assurance maladie (maladie professionnelle) :  
respect du secret médical,  
Cv. 2<sup>e</sup>, 13 juin 2024

Siege social : Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La defense Cedex  
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098  
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

Recueil Dalloz - 27 juin 2024 - n° 24

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

27 juin 2024 - n° 24 / 8045<sup>e</sup>



## POINTS DE VUE

1191

Apologie du terrorisme : l'acte terroriste peut-il avoir une cause ?  
(à propos de T. corr. Lille, 18 avr. 2024)  
par Gaspard Lindon

1192

La cassation des arrêts rendus sur déféré  
par Louis Boré



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1195

Le lien de causalité en matière d'homicide involontaire  
à l'épreuve du suicide de la victime  
par Charlotte Dubois

### PANORAMA

1203

Droit des majeurs protégés  
mai 2023 - mai 2024  
par Jean-Jacques Lemouland et David Noguéro

### NOTES

1215

Le transporteur aérien peut-il interdire  
au passager de céder sa créance en indemnisation ?  
note sous CJUE 29 févr. 2024  
par Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier

1218

Le recours en matière de perquisition chez un avocat  
consolidé par la Cour de cassation,  
note sous Crim. 5 mars 2024  
par Pauline Le Monnier de Gouville



## ENTRETIEN

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)**

# RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 67<sup>e</sup> année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

**Vincent Téchené**, Rédacteur en chef

**Perrine Cathalo**, Rédactrice en droit des affaires

## Commercial

[Chronique] **Chronique de droit du commerce international**

Par Fabienne Kutscher-Puis

## Concurrence

[Chronique] **Chronique de droit de la concurrence**

Par Muriel Chagny

Réf. : CJUE, 18 avril 2024, aff. C-605/21, Heureka Group c/ Google **N° Lexbase : A813227C**

## Entreprises en difficulté

[Le point sur...] **Procédure française de conciliation et procédure italienne de règlement amiable**

Par Fabio Macri

## Fiscalité des entreprises

[Chronique] **Chronique de la fiscalité des entreprises et de leurs dirigeants**

Par Sabrina Le Normand-Caillère

## Sociétés

[Chronique] **Chronique de droit des sociétés**

Par le groupe de recherches sur les organisations et les groupements (GROG)

[Jurisprudence] **Clauses d'exclusion dans les SAS : quasi-revirement... furtif !**

Par Bruno Dondero

Conseil éditorial :

**Alain Dautriat**, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

**Georges Decocq**, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

**Sylvaine Poillot-Peruzzetto**, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 25 du 24 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Faire de la démocratie un concept militant

N° 790 - Par Magali LAFOURCADE

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

#### Génération Van Ruymbeke

N° 791 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | PARLEMENT

#### La dissolution de l'Assemblée nationale de juin 2024 : aspects juridiques

N° 792 - Par Jean-Éric GICQUEL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VIOLENCES CONJUGALES

#### Création de l'ordonnance provisoire de protection immédiate

N° 793

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ÉTAT CIVIL

#### La dématérialisation des documents d'état civil des Français de l'étranger est pérennisée

N° 794

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

#### Garantie décennale au titre des travaux de mise en conformité : champ d'application

N° 795

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 13 au 19 juin 2024

N° 796

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 juin 2024



N° 797

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROPRIÉTÉ

### [La possession vaut titre... pourvu qu'elle soit publique](#)

N° 798 - Par Flora VERN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

### [La loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France est publiée](#)

N° 799

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INDUSTRIE VERTE

### [Mise en oeuvre du plan d'épargne avenir climat](#)

N° 800

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 13 au 19 juin 2024](#)

N° 801

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

### [Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 juin 2024](#)

N° 802

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS ANONYMES

### [Précisions sur les pouvoirs du président du directoire d'une société anonyme en matière de cautions, avals et garanties](#)

N° 803 - Par Guillaume FORNIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

### [De quelques précisions sur la durée du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale](#)

N° 804 - Par Lydie DAUXERRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

### [Maladie professionnelle : revirement sur les éléments du dossier couverts par le secret médical](#)

N° 805

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 13 au 19 juin 2024](#)

N° 806

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

### [Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 juin 2024](#)

N° 807

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROCÉDURE PRUD'HOMALE

### [Compétence matérielle du conseil de prud'hommes et portée d'un accord de conciliation](#)

N° 808 - Par Thibault LAHALLE

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

[Élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet 2024 : une circulaire est publiée](#)

N° 809

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FONCTION PUBLIQUE

[Prestations versées aux ayants droit des agents publics de l'État décédés](#)

N° 810

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LIBERTÉ DE CIRCULATION DES CAPITAUX

[Plus-value sur cession de droits sociaux par un résident étranger](#)

N° 811 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LIBERTÉ DE CIRCULATION DES CAPITAUX

[Journal officiel du 13 au 19 juin 2024](#)

N° 812

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

[Pas de droit à l'aide médicale à mourir](#)

N° 813 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ASILE

[Identification à des valeurs du pays d'accueil comme motif d'accorder une protection internationale aux réfugiés](#)

N° 814 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INDEMNISATION

[Obligation de verser des intérêts moratoires sur le montant de l'amende remboursée](#)

N° 815 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SÉCURITÉ SOCIALE

[Obligations de la CARSAT en cas de demande tardive de liquidation des droits à la retraite de l'assurée](#)

N° 816 - Par Guillaume KESSLER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[Accréditation et diversification des pratiques pédagogiques à la faculté de droit de Corse](#)

N° 817 - Par Perrine DUMAS

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



L'ÉTUDE | DONNÉES PERSONNELLES

[Après-coup : le contrôle ex post de l'accès aux données personnelles par la CEDH](#)

N° 818 - Par Irvin HERZOG

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

## [Droit des contrats](#)

N° 819 - Par Paul GROSSER , Dimitri HOUTCIEFF , Grégoire LOISEAU , Georges VIRASSAMY et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

## [Droit et Intelligence artificielle](#)

N° 820 - Par Gaëlle MARTI , Lucie CLUZEL-MÉTAYER et Samir MERABET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | JUSTICE

## [Le lent, et passionnant, apprentissage de la justice négociée](#)

N° 821 - Par Kami HAERI

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

## [Le Code civil 2025 LexisNexis est publié](#)

N° 822

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PRIX

## [Prix de thèse en droit de la famille et des personnes](#)

N° 823

[Consulter le PDF](#)

## [La Semaine du praticien](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [L'appréciation du refus de déférer à une commission d'office](#)

N° 824 - Par Hadi SLIM

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

## [Première sanction disciplinaire d'un magistrat à la suite d'une plainte directe d'un justiciable](#)

N° 825

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 25 du 20 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### MARCHÉ FINANCIER

### 3 QUESTIONS - Union des marchés de capitaux, un vœu pieux ?

N° 528 - Par Emmanuelle BONAL

[Consulter le PDF](#)

#### TRAVAIL

### Recours à l'activité partielle pendant les JOP : diffusion d'un « questions-réponses »

N° 529

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Précis de droit fiscal de la famille

N° 530

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Restructurations en droit social

N° 531

[Consulter le PDF](#)

#### DONNÉES CHIFFRÉES

### Baromètre de satisfaction des juristes d'entreprise 2024

N° 532

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

#### AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

### Office du juge dans la fixation du loyer binaire renouvelé

N° 533

[Consulter le PDF](#)

#### AFFAIRES | BANQUE

### L'information de l'emprunteur sur les conditions de réalisation d'une garantie : une obligation à la charge de la banque

N° 534

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | EFFET DE COMMERCE

## **Prescription triennale de l'action cambiatoire contre l'avaliste d'un billet à ordre**

N° 535

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

## **La loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France est publiée**

N° 536

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

## **Reconstitution de l'actif du débiteur par la nullité des paiements : pas de compensation avec une créance individuelle**

N° 537

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

## **Inapplicabilité de l'article 14 du Code civil aux procédures collectives à l'encontre d'un débiteur étranger**

N° 538

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

## **Action en nullité et en résolution pour inexécution de prestations : pas d'arrêt des poursuites**

N° 539

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

## **Résiliation de bail pour défaut de paiement après jugement d'ouverture : office du juge-commissaire**

N° 540

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

## **Méthode de notation des offres : la simplicité est un gros défaut**

N° 541

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

## **Maladie professionnelle : revirement sur les éléments du dossier couverts par le secret médical**

N° 542

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **Salaire de référence à retenir pour les indemnités de licenciement en cas de temps partiel thérapeutique**

N° 543

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **Réaction tardive de l'employeur à l'encontre d'agissements sexistes**

N° 544

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

## Précisions sur le congé de formation économique, sociale et environnementale et de formation syndicale

N° 545

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

## Réserve spéciale de participation : contestation de l'attestation du bénéfice et intégration des résultats des sociétés en participation

N° 546

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DROIT DOUANIER

## Infractions à la législation relative aux relations financières avec l'étranger

N° 547

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

## Véhicules de capital-investissement : mise à jour des obligations déclaratives et définition des modalités de l'option

N° 548

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

## BSPCE et PEA : annulation des commentaires administratifs

N° 549

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | COMPTABILITÉ

## Le comptable, gardien des réalités économiques

N° 1184 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

## La cour d'appel, saisie d'un appel contre une ordonnance d'exequatur, ne peut connaître dans le même temps d'une demande de retrait litigieux

N° 1185 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## Concurrence - Pratique anti-concurrentielle - Déséquilibre significatif - Champ d'application de l'article L. 442-1 du Code de commerce (non) - Contrat de location financière - Compétence

N° 1186

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## Concurrence - Pratique anti-concurrentielle - Rupture brutale des relations commerciales établies - Recevabilité de l'action (oui) - Prescription commerciale quinquennale - Point de départ de la prescription - Date de l'annonce de la rupture (oui) - Annonce verbale

N° 1187

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

## [Disproportion du cautionnement : portée probatoire de la fiche de renseignements postérieure à l'engagement de caution](#)

N° 1188 - Par Charlotte MOYNE-ROPARS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

## [Un agent commercial peut cumuler son activité avec une activité attractive de clientèle personnelle](#)

N° 1189 - Par Philippe GRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## [Agent commercial - Résiliation du contrat - Résiliation à l'initiative du mandant - Droit à l'indemnité compensatrice de la rupture - Absence de faute grave de l'agent commercial](#)

N° 1190

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

## [Baux commerciaux](#)

N° 1191 - Par Fabien KENDÉRIAN , Joël MONÉGER , Bastien BRIGNON , Abdoulaye MBOTAINGAR , Emmanuelle CHAVANCE , Valérie PANEPINTO , Catherine SAINT GENIEST , Arnaud COLIN et Sébastien REGNAULT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## [Bail commercial - Bénéfice du statut - Maintien du locataire dans les lieux à l'expiration d'un bail dérogatoire - Action du preneur tendant à faire constater l'accord des parties sur l'existence du bail soumis au statut - Recevabilité de l'action \(oui\) - Prescription biennale - Point de départ de la prescription - Date de la demande d'application du statut \(oui\)](#)

N° 1192

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## [Bail commercial - Renouvellement - Rétractation de l'offre de renouvellement - Contestation du bénéfice du statut par le bailleur - Défaut d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Prescription biennale \(non\) - Époux co-titulaires du bail - Défaut d'immatriculation de l'épouse - Qualité de salariée](#)

N° 1193

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

## [Licenciement pour motif économique et sauvegarde de la compétitivité d'une entreprise associative](#)

N° 1194 - Par Jean-Yves KERBOURC'H

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ACTION PAULIENNE

## [Action paulienne engagée par l'administration fiscale : l'insolvabilité du contribuable doit être avérée](#)

N° 1195 - Par Marie MASCLET DE BARBARIN

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 26 du 27 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### CONCURRENCE

### 3 QUESTIONS - La rupture des relations commerciales établies dans les contrats de la commande publique

N° 550 - Par Charles-Éric THOOR

[Consulter le PDF](#)

#### RÉMUNÉRATION

### Partage de la valeur en cas d'augmentation exceptionnelle du bénéfice : diffusion d'un « question-réponses »

N° 551

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Code civil 2025

N° 552

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Code de commerce 2025

N° 553

[Consulter le PDF](#)

#### DONNÉES CHIFFRÉES

### Les sanctions prononcées par l'Autorité de la concurrence depuis 2011

N° 554

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

#### AFFAIRES | LÉGISLATION

### La dissolution de l'Assemblée nationale et le sort des textes en cours de discussion

N° 555 - Par Olivier PLUEN

[Consulter le PDF](#)

#### AFFAIRES | BANQUE

### L'EBA publie les normes techniques relatives à la réglementation MiCA



N° 556

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

### [Point de départ de la prescription biennale pour le recouvrement des prêts viagers hypothécaires](#)

N° 557

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

### [La rétractation des emprunteurs après le versement des fonds ne fait pas obstacle à l'action en restitution de la banque](#)

N° 558

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

### [Devoir de vigilance des sociétés : la cour d'appel de Paris rend ses premières décisions](#)

N° 559

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

### [Une offre inacceptable sous condition](#)

N° 560

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### [L'utilisation de l'indication « respectueux de la peau » dans la publicité portant sur des produits biocides est interdite par le droit de l'UE](#)

N° 561

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### [Le vendeur doit informer son acheteur non-professionnel sur les difficiles conditions de transport du chargement qu'il vient d'acquérir](#)

N° 562

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [Limitation du droit d'action sociale ut singuli aux seuls associés](#)

N° 563

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [La reconnaissance de la qualité d'associé au conjoint de l'associé unanimement reconnue](#)

N° 564

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

### [Régularisation d'une rupture conventionnelle et interdiction d'une modification unilatérale du contrat](#)

N° 565

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

### [Obligation de déduire la durée des CDD antérieurs de la période d'essai d'un CDI subséquent lorsqu'il y a continuité de la relation de travail](#)

N° 566

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## [Dispense de l'obligation de reclassement lorsque l'avis médical mentionne l'impossibilité de reclassement dans tout emploi](#)

N° 567

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

## [Droit de retrait du salarié en cas de danger grave et imminent malgré le respect des mesures sanitaires par l'employeur](#)

N° 568

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## [Le salarié ayant moins d'un an d'ancienneté a droit à une indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse](#)

N° 569

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## [Prêts entre entreprises liées : déduction des intérêts](#)

N° 570

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## [Pas de report en arrière des déficits en cas de cessation d'activité](#)

N° 571

[Consulter le PDF](#)

## [Études et commentaires](#)



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## [Le droit des groupes de sociétés](#)

N° 1196 - Par Bastien BRIGNON , Luc ATHLAN , Adeline CERATI , Julien GASBAOUI , Isabelle GROSSI , Nicolas IDA , Thibaut LASSERRE , Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET , Jean-Noël STOFFEL , Jean-Brice TAP et Joachim WATHELET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

## [Pardon et relèvement de l'opérateur économique dans les procédures négociées en droit de la concurrence](#)

N° 1197 - Par Adèle ATANI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVAL

## [Une double date sur un billet à ordre rend le titre nul et l'aval irrégulier](#)

N° 1198 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## [Effet de commerce - Billet à ordre - Aval - Aval donné par le directeur administratif et financier - Engagement à titre personnel \(non\) - Mentions contradictoires - Interprétation de l'intention des parties - Examen des éléments extrinsèques à l'acte](#)

N° 1199

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**Effet de commerce - Billet à ordre (non) - Absence des mentions nécessaires - Billet au porteur (oui) - Aval d'un effet de commerce (non) - Cautionnement solidaire (non) - Non-respect des dispositions légales**

N° 1200

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

**De l'accord du cédé dans la cession de contrat**

N° 1201 - Par Lionel ANDREU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**Contrats et obligations - Bail mobilier - Location mobilière à vocation professionnelle - Location d'un distributeur de produits pharmaceutiques - Résolution du contrat de vente - Résolution du contrat principal - Interdépendance dans les opérations de crédit - Caducité du contrat de location**

N° 1202

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

**Partage de la valeur : à chaque projet son intéressement**

N° 1203 - Par Sonia BLONDEAU et Nathan SEBBAGH

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DROIT SOCIAL

**Contrat de travail - Période d'essai - Prolongation de la période d'essai - Cause de suspension du contrat de travail - Chômage partiel - Crise sanitaire - Pandémie de Covid 19**

N° 1204

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DROIT SOCIAL

**Droit du travail - Travail dissimulé - Dissimulation d'emploi salarié - Minoration des heures de travail sur le bulletin de paie - Dissimulation intentionnelle des heures de travail réalisées - Heures supplémentaires de travail non rémunérées**

N° 1205

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | CONTENTIEUX DU RECOUVREMENT

**L'embarrassant arrêt Czabaj devant le juge judiciaire...**

N° 1206 - Par Laurent CHESNEAU

[Consulter le PDF](#)

# Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 3 du 01 mai 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère



LIQUIDATION JUDICIAIRE

#### Insaisissabilité de la résidence principale : encore et toujours !

N° 3 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

### Alertes



FOCUS | PRÉVENTION

#### Prévention ou procédure collective : quel choix pour le chef d'entreprise ?

N° 10 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRÉVENTION

#### Statistiques sur le nombre d'ouverture de procédures préventives en 2023

N° 11 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

#### Le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce organise la 14e édition du Prix des Masters

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

#### Accompagnement des entreprises : les médiateurs des entreprises et du crédit vont sonder les entrepreneurs

N° 13

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

#### 15 décembre 2023 - 15 février 2024

N° 14 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

#### Du 15 mars au 15 juin 2024

## Étude



SÛRETÉS

### De la confirmation de l'efficacité de la fiducie-sûreté en procédure collective

N° 3 - Par Sarah FARHI

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | OUVERTURE PRÉVENTION

### Le président est tout à fait légitime à refuser d'ouvrir une procédure préventive, en présence d'honoraires excessifs

N° 39 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. CONDITIONS D'OUVERTURE

### Conséquences pour le dirigeant d'une conciliation ouverte en dehors des critères légaux en termes de sanction

N° 40 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. CONDITIONS D'OUVERTURE

### Une conciliation n'est pas un droit acquis : coup d'arrêt des demandes de conciliation injustifiées

N° 41 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONFIDENTIALITÉ

### Temporalité de la demande de levée de la confidentialité

N° 42 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | STATUT DU PROFESSIONNEL - CUMUL DES PROFESSIONS

### À la possibilité d'un cumul entre la profession d'administrateur avec celle d'avocat correspond l'impossibilité de cumul entre la profession de mandataire judiciaire avec celle d'avocat

N° 43 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | RESPONSABILITÉ DES PRATICIENS

### Responsabilité personnelle de la société mandataire ou de son représentant ?

N° 44 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | RESPONSABILITÉ DES PRATICIENS

### Le mandataire judiciaire est-il responsable des malversations commises par l'avocat auquel il donne mandat ?

N° 45 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | FONCTIONS DU LIQUIDATEUR JUDICIAIRE

### La double fonction du liquidateur judiciaire : qui représente le liquidateur ? Le débiteur

## [dessaisi ou la collectivité des créanciers ?](#)

N° 46 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | INTÉRÊT COLLECTIF - QUALITÉ POUR AGIR DU LIQUIDATEUR

## [Les limites de l'intérêt collectif : la différence entre l'obligation à la dette et la contribution aux pertes](#)

N° 47 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | INTÉRÊT COLLECTIF - QUALITÉ POUR AGIR DU LIQUIDATEUR

## [Le rôle de représentation de l'intérêt collectif du liquidateur](#)

N° 48 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | RÉPARTITIONS

## [La distribution : le liquidateur peut commettre des erreurs... réparables](#)

N° 49 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

ORGANES | RECOURS À LA CAISSE DE GARANTIE ET SES ASSUREURS

## [Le professionnel n'a pas de droit direct envers l'assureur de la caisse de garantie](#)

N° 50 - Par Jocelyne VALLANSAN et Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

PLANS | ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION

## [De quelques difficultés relatives à la composition des classes de parties affectées](#)

N° 51 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION

## [Assimilation du vote de la classe des détenteurs de capital et de la décision du tribunal à une décision d'assemblée générale](#)

N° 52 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION

## [Qualification et portée de l'engagement d'un tiers de payer à première demande les échéances du plan non honorées](#)

N° 53 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION

## [Pas de privilège de l'article L. 622-17 pour les créances nées après l'arrêté du plan de continuation](#)

N° 54 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | DESSAISISSEMENT

## [La faculté de retrait de l'associé en liquidation judiciaire constitue un droit personnel mais le liquidateur peut agir conjointement avec le représentant de l'associé](#)

N° 55 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | DESSAISISSEMENT

## [Dessaisissement du débiteur et action en réparation d'un préjudice moral](#)

N° 56 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | DESSAISISSEMENT

## Dessaisissement du débiteur et ordre de paiement

N° 57 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | CLÔTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

## Insaisissabilité de la résidence principale : recours du créancier après clôture de la liquidation judiciaire

N° 58 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | DIRIGEANTS

## Dirigeant démissionnaire : procédure collective étendue à d'autres sociétés pour confusion de patrimoines

N° 59 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | DIRIGEANTS

## Dirigeants personnes morales de droit et de fait : insuffisance d'actif d'une société par actions simplifiée

N° 60 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAUTES DE GESTION

## Chronologie des fautes de gestion selon les différentes phases de la procédure collective

N° 61 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAILLITE PERSONNELLE ET INTERDICTION DE GÉRER

## Interdiction de gérer prononcée pour augmentation frauduleuse du passif

N° 62 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

## Article L. 650-1 du Code de commerce. Champ d'application. Exclusion de l'action en responsabilité pour retrait ou diminution des concours consentis par une banque

N° 63 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

## Article L. 650-1 du Code de commerce : notion restrictive d'acte frauduleux

N° 64 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

## Article L. 650-1 du Code de commerce. Notion d'immixtion caractérisée dans la gestion du débiteur. Prêts personnels ne concernant pas la gestion de l'entreprise débitrice

N° 65 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER

## Devoir de mise en garde. Irrecevabilité pour cause de dessaisissement d'une demande de réparation par le débiteur en liquidation judiciaire d'un préjudice né d'un défaut de mise en garde

N° 66 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER

## Demande d'une caution de décharge de ses obligations à raison des fautes de la banque lui ayant causé préjudice

N° 67 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

### Dossier



ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

#### Banque et entreprise en difficulté

N° 16 - Par Adeline CERATI , Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET et Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### Banque et « période suspecte »

N° 17 - Par Thierry FAVARIO

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### Déclaration et vérification de la créance bancaire d'intérêts

N° 18 - Par Laurence Caroline HENRY

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### Les opérations de paiement et d'escompte en cours au jour du jugement d'ouverture d'une procédure collective

N° 19 - Par Thomas LE GUEUT

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### Les échappatoires de la banque créancière à la protection de l'entreprise en difficulté

N° 20 - Par Sarah FARHI

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### Le rôle d'une banque judiciaire au service des entreprises en difficulté

N° 21 - Par Anne BADIE et Solène ROSTAGNAT

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### La place de la banque dans le traitement amiable des difficultés de l'entreprise

N° 22 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET , Vincent GILLIBERT et Stéphane LE LEZ

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE

#### Les nouveaux financements de l'entreprise en difficulté, la fratrie des privilèges d'argent frais

N° 23 - Par Mathilde DOLS-MAGNEVILLE

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

#### Responsabilité des établissements de crédit en raison des concours consentis : chimère !

N° 24 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)



## Table ronde



FIDUCIE

### Fiducie et procédures collectives

N° 2

[Consulter le PDF](#)

## Fiche pratique



ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### Propositions pour faciliter la vie des entreprises en difficulté

N° 2 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

## DOCTRINE

La dissolution de l'Assemblée nationale du 9 juin 2024

Jean-Pierre Camby

Extension juridique du domaine du capitalisme

Jacques Amar et Arnaud Raynouard

Violences conjugales et intrafamiliales : les concepts criminologiques à l'épreuve de l'enquête pénale

Benjamin Alla

## JURISPRUDENCE

Licenciement consécutif à une inaptitude professionnelle causée par l'employeur : l'émergence d'une forme d'imprescriptibilité ?  
(Cass. soc., 24 avr. 2024, n° 22-19401)

Mehdi Harisse

L'opposabilité de la propriété d'un aéronef immatriculé, l'inutilité de l'action en revendication  
(Cass. com., 27 mars 2024, n° 22-14028)

Marion Villar

## PRATIQUE

Harcèlement sexuel, agissement sexiste : les bonnes pratiques RH à adopter en matière de prévention

Béatrice Renard Marsili

### DOCTRINE

- LPA203d8** **La dissolution de l'Assemblée nationale du 9 juin 2024** PAGE 5
- Jean-Pierre Camby**  
*En annonçant la dissolution immédiatement après les résultats du vote pour les députés européens, le président de la République appelle le pays à renouveler l'Assemblée dans des délais très brefs, à l'extrême limite du minimum de vingt jours prévus par l'article 12 de la Constitution. Ce choix de mettre fin à la partie est celui de l'arbitre. Mais il est aussi et surtout celui d'un président qui, loin d'être « au-dessus des partis » est totalement dans la mêlée. Provoquée pour la première fois suite à un échec électoral, la dissolution pose la question de la responsabilité politique du président. Outre les graves inconvénients qui résultent du calendrier, notamment d'un deuxième tour le 7 juillet, le résultat des urnes ne déterminera pas seulement la composition de l'Assemblée, mais pose aussi de cruciales questions constitutionnelles.*
- LPA203d6** **Quel avenir pour le contentieux français de la vigilance sous l'ère de la directive européenne ?** PAGE 11
- Claire Massiera, Jennifer Melo et Thomas Rouhette**  
*La tant attendue directive européenne sur le devoir de vigilance a finalement été adoptée le 24 avril 2024 par le Parlement européen. Si ce texte ne révolutionne pas fondamentalement les obligations qui pèsent déjà sur les entreprises au titre de la loi française relative au devoir de vigilance en vigueur depuis 2017, il devrait avoir des conséquences importantes sur le contentieux subséquent, qui sera probablement multiplié.*
- LPA203d5** **Épaves maritimes : une notion « janusienne » à deux régimes pour le retraitement** PAGE 15
- Sandrine Drapier**  
*L'époque des trésors maritimes, et de ses inventeurs, est révolue, cédant d'abord la place en droit aux règles sur les épaves maritimes et, ensuite, à la notion de « bien culturel maritime », lorsque l'épave maritime présente un caractère archéologique. Qu'elle soit à caractère ou ordinaire, les conditions de son retraitement restent étroitement dépendantes de la date de sa découverte et de la zone où elle est située. Seulement, tel un Janus bifront, marqué de deux faces possibles, son devenir reste dépendant de ce caractère dual. L'épave « à caractère » est fréquemment soustraite de son environnement sans autorisation, au grand dam de l'archéologie et des conservateurs des musées, alors que l'épave « ordinaire », elle, a vocation à être laissée à l'abandon, pour le malheur de la navigation et de l'environnement. Dans les deux cas, le processus d'encadrement laisse place à certaines hésitations et un goût d'inachevé.*
- LPA203d4** **La loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 et la réforme de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection** PAGE 26
- Jean-Claude Zarka**  
*La loi n° 2024-450 du 21 mai 2024, relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire, a été publiée au Journal officiel du 22 mai 2024. Elle prévoit la fusion de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire en une autorité unique : l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection. Elle permet le rattachement du haut-commissaire à l'énergie atomique au Premier ministre. Elle simplifie également les règles de la commande publique applicables aux projets nucléaires.*
- LPA203d2** **Le retour de l'impartialité structurelle : le refus du Conseil d'État de céder à la tyrannie de l'apparence** PAGE 33
- Aude Thevand**  
*Depuis une quinzaine d'années, le Conseil d'État est régulièrement saisi de moyens contestant sa partialité structurelle, fondés sur le cumul de ses fonctions juridictionnelles ou sur le cumul de fonctions de son vice-président. Obstinement, le Conseil d'État rejette ces requêtes réclamant une appréciation extensive de l'impartialité structurelle. Sa position, souvent perçue comme un réflexe de protection, est cependant justifiée par la nécessité de préserver le sens juridique du principe d'impartialité.*

**LPA203c4** **Présentation du règlement européen sur les virements instantanés en euros**

PAGE 39

**Anthony Aranda Vasquez**

*Le 13 mars 2024, le législateur européen a adopté un règlement destiné à favoriser le développement des virements instantanés en euros au sein de l'Union européenne. Ce règlement crée de nouvelles obligations pour les prestataires de services de paiement (établissements de crédit, établissements de paiement, établissements de monnaie électronique), tels la fourniture d'envoi et de réception de virements instantanés en euros, l'alignement des tarifs entre les virements instantanés et classiques ou la mise en place d'un service de vérification du bénéficiaire dans le cas d'un virement, qui seront introduits de manière progressive.*

**LPA203c3** **Extension juridique du domaine du capitalisme**

PAGE 43

**Jacques Amar et Arnaud Raynouard**

*Le capitalisme est polymorphe : il peut se présenter sous de multiples formes tout en conservant des caractéristiques juridiques identiques. C'est un même constat qui a donné naissance à la « nouvelle économie comparée », courant de pensée né à la charnière des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. La chute de l'URSS, en décembre 1991, généralisa l'illusion d'une fin de l'histoire, au profit du triomphe du libéralisme, aussi politique (démocratie libérale) qu'économique (le « libéralisme »). Très vite cependant la réalité poisseuse reprit ses droits car là où, traditionnellement, la comparaison opposait socialisme et capitalisme, il fallait se rendre à l'évidence que le capitalisme ne recouvrait pas une réalité homogène. La nouvelle comparaison portera alors sur les différentes formes que prend le capitalisme (alternative capitalist models).*

**LPA203c2** **Violences conjugales et intrafamiliales : les concepts criminologiques à l'épreuve de l'enquête pénale**

PAGE 51

**Benjamin Alla**

*L'émergence de nouveaux concepts criminologiques comme le contrôle coercitif interpelle l'autorité judiciaire dans ses pratiques professionnelles. À l'heure où la cour d'appel de Poitiers vient de faire entrer le contrôle coercitif dans la jurisprudence avec une série de cinq arrêts rendus le 31 janvier 2024, interrogeons-nous sur la place que ce concept peut prendre au stade de l'enquête pénale, notamment dans le temps de l'urgence, et comment il peut être un outil pour le magistrat du parquet dans la direction de l'enquête, la conduite des investigations et la réponse pénale.*

## JURISPRUDENCE

**LPA203d1** **Quand la dissimulation de relations amoureuses au travail constitue une faute grave...**

PAGE 55

**Béatrice Renard Marsili**

Cass. soc., 29 mai 2024, n° 22-16218

*La relation amoureuse entre deux salariés d'une même entreprise, l'un investi de fonctions de direction liées à la gestion des ressources humaines, l'autre titulaire de mandats de représentation du personnel, peut justifier un licenciement pour faute grave ! Voilà une décision qui va faire couler de l'encre et qui nous donne l'occasion de revenir sur la jurisprudence relative au licenciement disciplinaire pour des faits tirés de la vie privée...*

**LPA203d3** **Le quitus n'exonère pas le syndic de sa responsabilité délictuelle à l'égard des copropriétaires**

PAGE 57

**Paul-Ludovic Niel**

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 29 févr. 2024, n° 22-24558

*Le quitus donné par l'assemblée générale des copropriétaires est sans effet sur la responsabilité délictuelle du syndic vis-à-vis du copropriétaire.*

**LPA203d0** **Licenciement consécutif à une inaptitude professionnelle causée par l'employeur : l'émergence d'une forme d'imprescriptibilité ?**

PAGE 61

**Mehdi Harisse**

Cass. soc., 24 avr. 2024, n° 22-19401

*Dans un arrêt publié au Bulletin, la Cour de cassation retient, pour la première fois, que lorsqu'un salarié conteste, dans le délai imparti, son licenciement pour inaptitude, il est recevable à invoquer le moyen selon lequel l'inaptitude est la conséquence d'un manquement de l'employeur à son obligation de sécurité, y compris si les faits constitutifs de ce manquement sont prescrits.*

**LPA203c8** **Castelbajac acte II scène 3 : l'admission en clair-obscur de l'action en déchéance de marque intentée par le cédant contre le cessionnaire**

PAGE 64

**Anne-Catherine Richter**

Cass. com., 28 févr. 2024, n° 22-23833

*La Cour de cassation admet pour la première fois, au sein d'un attendu de principe à la forte portée normative, que la garantie du fait personnel trouve sa limite dans la faute du cessionnaire, et qu'elle ne fait donc pas en soi obstacle à l'action en déchéance de la marque intentée contre ce dernier par le cédant. Elle laisse toutefois le soin à la Cour de justice de l'Union européenne de se prononcer sur cette déchéance au regard des conditions européennes de déceptivité de la marque.*

**LPA203c7** **Retour sur la levée du secret bancaire pour obtenir des éléments de preuves utiles**

PAGE 68

**Jérôme Lasserre Capdeville**

Cass. com., 27 mars 2024, n° 22-15797

*Il résulte de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, prévoyant le secret bancaire, que les établissements peuvent communiquer des informations couvertes par le secret professionnel prévu par ce texte uniquement lorsque les personnes concernées leur ont expressément permis de le faire. L'empêchement légitime résultant de ce secret bancaire ne cesse pas du seul fait que l'établissement financier est partie à un procès, dès lors que son contradictoire n'est pas le bénéficiaire du secret auquel le client n'a pas lui-même renoncé.*

**LPA203c6** **L'opposabilité de la propriété d'un aéronef immatriculé, l'inutilité de l'action en revendication**

PAGE 72

**Marion Villar**

Cass. com., 27 mars 2024, n° 22-14028

*Le propriétaire d'un aéronef immatriculé n'est pas soumis à la procédure de revendication de l'article L. 624-9 du Code de commerce. Pour la première fois, la Cour de cassation énonce que la propriété de l'appareil par son immatriculation au registre national est opposable à tous, et nécessairement à la procédure collective.*

**LPA203c5** **L'exhérédation d'un héritier réservataire est conforme à la Convention européenne des droits de l'Homme**

PAGE 75

**Anne-Blandine Caire et Henri Leyrat**

CEDH, 15 févr. 2024, n° 14925/18 – CEDH, 15 févr. 2024, n° 14157/18

*Les affaires Jarre et Colombier ont récemment trouvé leur terme devant la Cour européenne des droits de l'Homme pour laquelle l'exhérédation d'un enfant n'est pas contraire à la Convention. Le raisonnement suivi par la juridiction est très instructif. Il mérite d'être apprécié à l'aune du règlement européen Successions.*

**LPA203c1** **Le placement éducatif à domicile n'est pas un placement !**

PAGE 80

**Amélie Niemiec**

Cass., avis, 14 févr. 2024, n° 23-70015

*L'avis de la Cour de cassation rendu en février dernier a suscité de nombreuses réactions chez les juristes comme chez les professionnels de la protection de l'enfance. La Cour régulatrice précise ce qu'est le placement éducatif à domicile au regard des textes régissant les mesures d'assistance éducative.*

## PRACTIQUE

**LPA203d7** **Harcèlement sexuel, agissement sexiste : les bonnes pratiques RH à adopter en matière de prévention**

PAGE 83

**Béatrice Renard Marsili**

*Le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail sont des violations graves des droits des salariés. Le Code du travail imposant à l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés, il est essentiel pour les entreprises de mettre en place des politiques et des procédures efficaces pour prévenir, détecter et traiter des faits de harcèlement sexuel ou des agissements sexistes.*

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :  
[redaction@lextenso.fr](mailto:redaction@lextenso.fr)

HORS-SÉRIE

**NOUVELLES TECHNOLOGIES :****DES HORIZONS ÉLARGIS****POUR LE JURISTE ?****48<sup>e</sup> COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DROIT & COMMERCE**

22 et 23 mars 2024 - Deauville

**DROIT &  
COMMERCE**

## Gazette du Palais

Édité par Lextenso  
1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :  
Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :  
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie  
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach  
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Fink  
et Samuel Seroc  
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville  
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :  
Tél. : 01 40 93 40 00  
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :  
Tél. : 01 40 93 40 40  
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr  
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024  
- Prix TTC au n° : 20 €  
- Abonnement France (un an) :  
Journal seul : 591,16 € TTC  
Recueils + table seuls : 576,87 € TTC  
Journal, recueil + table : 795,36 €  
Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC  
- Abonnement étranger (un an) :  
Journal seul : 669 €  
Journal, recueil + table : 892 €  
Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)  
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097  
ISSN 0242-6331  
Dépôt légal à parution  
Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,  
53101 Mayenne CEDEX  
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres  
recyclées) et en Allemagne (Intérieur, 100% de fibres recyclées),  
issus de forêts gérées durablement ;  
impact gaz à effet de serre  
pour un exemplaire : 1 143 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).  
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.  
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

NOUVELLES TECHNOLOGIES : DES HORIZONS  
ÉLARGIS POUR LE JURISTE ?48<sup>e</sup> colloque de l'association Droit & Commerce

## Interventions

- GPL464v5 ■ **Propos d'ouverture**  
par Vincent VIGNEAU 2
- GPL464t1 ■ **Allocution de bienvenue**  
par Antoine DIESBECQ 5
- GPL464v2 ■ **Rapport introductif**  
par Bruno DONDERO 7
- GPL464w7 ■ **L'impact des nouvelles technologies sur l'action publique**  
par Pierre MOSCOVICI 15
- GPL464w4 ■ **L'avocat, la justice et l'intelligence artificielle**  
par Christiane FÉRAL-SCHUHL 19
- GPL464u7 ■ **Nouvelles technologies et création intellectuelle**  
par Fabrizio PAPA TECHERA 22
- GPL464t0 ■ **Maîtriser les nouvelles technologies et leurs évolutions :  
le rôle de l'enseignement**  
par Fabien GIRARD 25
- GPL464t4 ■ **La dématérialisation du procès : de la communication  
par voie électronique à la cyberprocédure civile**  
par Corinne BLÉRY 31
- GPL464w2 ■ **L'influence du volume du chiffre d'affaires sur les décisions  
dans le contentieux de la rupture brutale de relations commerciales  
établies**  
par Jacques LÉVY VÉHEL 36
- GPL464v1 ■ **Le règlement sur les services numériques (DSA) :  
quand la liberté d'expression en ligne rencontre le droit  
de la compliance**  
par Emmanuel NETTER 39
- GPL464v4 ■ **La sécurisation des paiements**  
par José MORATA 42
- GPL464u8 ■ **Transparence sur l'utilisation des nouvelles technologies  
– connaître les instruments utilisés**  
par Agnès PINIOT 45
- GPL464t3 ■ **Propos conclusifs**  
par Pierre-Yves GAUTIER 50



## Une décennie devant le juge de l'Union : des premiers pas à l'autonomisation croissante du contentieux prudentiel, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 839-854

DOCTRINE  D. SEGOIN  BANQUE ET CRÉDIT

Dix ans après le lancement de l'Union bancaire, la matière prudentielle génère aujourd'hui un important contentieux devant les juridictions de l'Union. Ce contentieux s'insère pour une large part dans les canons de la jurisprudence de la CJEU, notamment en ce qui concerne les règles de recevabilité ou encore le contrôle des garanties ... [Voir plus](#)

22/05/2024

## Le contrôle démocratique au sein de l'Union bancaire, heurs et malheurs d'une accountability délibérative, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 855-868

DOCTRINE  G. HARDY  BANQUE ET CRÉDIT

Le déficit démocratique. Telle est bien l'une des principales – quand ce n'est la première – critiques faite à l'Union européenne. L'Union bancaire – nouvelle forme de gouvernance du secteur bancaire européen réunissant en son sein les autorités européennes et nationales de surveillance et de résolution bancaire – n'échappe pas ... [Voir plus](#)

22/05/2024

## Confronter la tempête à venir : la supervision des risques climatiques et environnementaux par la BCE, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 869-884

DOCTRINE  N. DE ARRIBA-SELLIER  BANQUE ET CRÉDIT

Changement climatique - Supervision financière - Contrôle prudentiel - Réglementation bancaire - Banque centrale européenne - Mécanisme de supervision unique

22/05/2024

## Résolution bancaire dans l'union bancaire – Mécanisme de résolution unique et le Conseil de résolution unique : émergence, développement et défis, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 885-895

DOCTRINE  K. WOJCIK  BANQUE ET CRÉDIT

résolution - instrument - banque - autorité - pouvoir - état - union - commission - phase - contribution - mécanisme - autorités de résolution - niveau - fonds - membre - procédure de résolution - crise - objectif - établissement-relais - oeuvre - résolution bancaire - stabilité financière - autorité de résolution - utilisation -...

22/05/2024

## L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, acteur du mécanisme de surveillance unique depuis dix ans, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 897-915

DOCTRINE  M. GOYENETCHE - B. PASSERA  BANQUE ET CRÉDIT

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

22/05/2024

## L'injusticiabilité des actes collectifs des États membres n'ayant pas été formellement adoptés en tant qu'actes de l'Union, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 919-926

DOCTRINE  A. POPOV  DROIT EUROPÉEN

Les actes adoptés conjointement par les États membres, mais sans passer par une procédure législative ou une procédure de conclusion d'un accord de l'Union, pris en marge des réunions du Conseil, existent depuis longtemps, sans que leur justiciabilité ait jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble ... [Voir plus](#)

22/05/2024

## The ambivalent notion of “court or tribunal” in the context of the Rule of law crisis, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 927-949

DOCTRINE  M. DE WALSCHE

tribunal - preliminary ruling - independence - notion - body - judicial protection - judge - judgement - preliminary ruling procedure - rule of law - jurisdiction - national courts - judicial independence - question - para - dialogue - case law - spec - meaning - criterion - interpretation - exception - ambivalent notion - solution - context of...

22/05/2024

## Mesurer l'effectivité du RGPD, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 951-961

DOCTRINE  L. HUTTNER  DROIT EUROPÉEN

Comprendre et mesurer l'effectivité du droit des données à caractère personnel est essentiel pour appréhender la construction du droit du numérique en Europe. L'effectivité peut d'abord être évaluée par rapport à l'efficacité des procédures et à la possibilité de sanction lorsque le droit n'est pas respecté ... [Voir plus](#)

22/05/2024

## Discretionary powers – an (often overlooked) focalization point of the rule of law crisis, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 963-975

DOCTRINE  J. BORNEMANN

Discretion is a widely used element of illiberal reforms. In analytical debates about the rule of law crisis in Europe, however, it is often largely overlooked. By exploring the role of discretionary decision making in the context of autocratic reforms, this investigation seeks to elucidate this blind spot ...

22/05/2024

**The European Constitutional Identity as mirror and reflection of national constitutional identities – concessions, limits and trust within the EU, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 977-987**

DOCTRINE  R. CARDOSO

European Constitutional Identity - National Constitutional Identity - European Constitutionalism - Mutual Trust - Judicial Cooperation in Criminal Matters

22/05/2024

**Les échanges préjudiciels portant sur la conservation et l'accès aux données de connexion : des revendications concurrentes conciliables ?, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 989-1004**

DOCTRINE  J. TEYSSÈRE  DROIT EUROPÉEN

donnée - conservation - cour de justice - point - état - accès aux données - interprétation - autorité - juges nationaux - atteinte - accès aux données de connexion - charte - stratégie - juridiction - sécurité - approche - conseil d'État - échanges préjudiciels - données de connexion - prérogative - caractère - autonomie -...

22/05/2024

**Le non-renouvellement de l'approbation des produits phytopharmaceutiques – une « simple » question de précaution (Tribunal de l'Union européenne, 4 octobre 2023, *Ascenza Agro et Industrias Afrasa c/ Commission*, aff. T-77/20), *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 1007-1018**

DOCTRINE  I. AMARITEI  DROIT EUROPÉEN

commission - substance - exigence - principe de précaution - approbation - non-renouvellement - environnement - institution - adoption - raisonnement - incertitude - requérant - risque - société - analyse - utilisation - santé - produit - critère - substance active - application du principe de précaution - allégation - application du...

22/05/2024

**Interprétation téléologique et protection effective. L'interprétation de la finalité d'une disposition et la protection effective des réfugiés de Palestine afin de leur garantir l'assistance médicale (Cour de justice, quatrième chambre, 5 octobre 2023, Arrêt dans l'affaire préjudicielle OFPRA, aff. C-294/22, ECLI:EU:C:2023:733 (Politique commune en matière d'asile et de protection subsidiaire – Application ipso facto de la directive 2011/95/UE)), *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 1019-1027**

DOCTRINE  A. CAIOLA  DROIT EUROPÉEN

assistance - interprétation - cour de justice - directive - organisme - risque - charte - charte des droits fondamentaux - charte des droits - réfugié - cessation - impossibilité - phrase - statut de réfugié - interprétation téléologique - personne concernée - risque réel - zone d'opération - objectif - protection effective - état...

22/05/2024

**Accord ADPIC et Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : une application harmonieuse (CJUE, 19 octobre 2023, G. ST. T., aff. C-655/21, ECLI:EU:C:2023:791), *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 1029-1035**

DOCTRINE  F. PICOD  DROITS INTELLECTUELS - DROIT EUROPÉEN

infraction - charte - cour de justice - sanction - peine - États membres - code pénal - charte des droits fondamentaux - infraction pénale - question - charte des droits - charter - exigence - oeuvre - principe de proportionnalité - principe de légalité des délits - principe de légalité - point - penalty - interprétation - mise en...

22/05/2024


**À la recherche des spécificités perdues du droit vitivinicole (CJUE, 23 novembre 2023, Weingut A c/ Land Rheinland-Pfalz, aff. C-354/22, ECLI:EU:C:2023:916), *Rev. Aff. Eur.*, 2023/4, p. 1037-1044**

DOCTRINE  TH. GEORGOPOULOS  DROITS INTELLECTUELS - DROIT EUROPÉEN

exploitation - exploitation viticole - règlement délégué - définition - indication - location - mention - entreprise - utilisation - exploitation viticole éponyme - installation - état - spécificité - direction - analyse - critère - vinification - domaine - cour de justice - production - direction effective - viticulteur - commission...

22/05/2024

[Lutte contre les décisions fiscales anticipatives en tant qu'aides d'État contraires à l'article 107 TFUE : la porte se referme doucement \(CJUE \(gde ch.\), 5 décembre 2023, Grand-Duché de Luxembourg, Engie Global LNG Holding Sàrl, Engie Invest International SA, Engie SA c/ Commission, Irlande partie intervenante, aff. jtes C-451/21 P et C-454/21 P, ECLI:EU:C:2023:948\), \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1045-1066](#)

DOCTRINE  D. BERLIN  IMPÔT SUR LES REVENUS - DROIT EUROPÉEN - IMPÔTS

commission - aide - état - cadre de référence - décisions fiscales - décisions fiscales anticipatives - niveau - point - erreur - holding - imposition - État membre - société - avantage - exonération - entreprise - administration fiscale - impôt - revenu - rulings - jurisprudence citée - décision litigieuse - conversion - caractère...

22/05/2024

[Pas d'amende administrative contre des responsables conjoints de traitement sans manquement fautif au RGPD ! \(CJUE, 5 décembre 2023, Nacionalinis visuomenės sveikatos centras prie Sveikatos apsaugos ministerijos c/ Valstybinė duomenų apsaugos inspekcija, aff. C-683/21, ECLI:EU:C:2023:949\), \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1067-1072](#)

DOCTRINE  T. DOUVILLE  VIE PRIVÉE

Dans l'arrêt commenté, la Cour de justice rappelle pour l'essentiel son interprétation large de la notion de « responsabilité conjointe de traitement », ce qui garantit une application étendue du régime de celle-ci. Elle précise à juste titre que l'absence d'accord entre les responsables de traitement n'empêche pas de caractériser ...

[Voir plus](#)

22/05/2024

[A practitioner's perspective on the Single Resolution Mechanism, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1075-1078](#)

DOCTRINE  A. GKOUTZINIS

The creation of the Single Resolution Mechanism ("SRM") was a significant step forward in managing the risk of failure of systemically important European banks. This has constituted a necessary development to guarantee operators' confidence in the functioning of the European economy ...

22/05/2024

[Il diritto europeo e il giudice nazionale, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1081-1082](#)

BIBLIOGRAPHIE  G. GRECO  DROIT EUROPÉEN

contribution - ouvrage - magistrat - avocat - juridiction - homme - approche - traité - traite - préface du premier volume - recueil d ouvrages - propension proactive - professeur - pratique jurisprudentielle - praticiens du droit - point de vue procédural - point de vue matériel - point de référence sûr - point de référence - plan...

22/05/2024

## [Le droit douanier de l'Union européenne, coll. Droit de l'Union européenne, série Manuels, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1083-1084](#)

BIBLIOGRAPHIE  D. BERLIN  DOUANES ET ACCISES

ouvrage - lecteur - origine - procédure - droit douanier - contenu - fraude - premier - opérateur - importance - statut douanier - fondement - domaine du droit - caractéristique - manuel - annexe - développement - lecture - édition - rable sur le classement - parties du droit maté - rapports avec le droit - politique - pouvoir - rable sur...

22/05/2024



## [La tutela cautelare nei ricorsi diretti dinanzi alla Corte di giustizia dell'Unione europea, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1085-1086](#)

BIBLIOGRAPHIE  F. PICOD  DROIT EUROPÉEN

ouvrage - juridiction - demandes de mesures - règlements de procédure - lumière - urgence - vice-président - ouvrage classique - ordonnances successives - oeuvre - ouvrages collectifs - objet d'une analyse en droit - objet d'une analyse - nuance - moyen du prisme de la charte des droits fon - moyen du prisme - mesures provisoires -...

22/05/2024

## [Res Judicata in European Law – A Multi-faceted Principle in a Multilevel Judicial System, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1087-1088](#)

BIBLIOGRAPHIE  J. WILDEMEERSCH  DROIT JUDICIAIRE - PRINCIPES GÉNÉRAUX - DROIT EUROPÉEN

autorité - auteur - identité - auto - autorité de chose - chose - ouvrage - lecteur - évolution - fondement - réflexion - système - thèse - analyse - présentation exhaustive des conditions - références nécessaires - nature spécifique du concept - réflexions sur les conséquences - lecture renouvelée - notion d'autorité - revanche...

22/05/2024

## [Questions choisies de droit européen / Selected Issues in European Business Law, coll. Droit de l'Union européenne, série Colloques, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/4, p. 1089-1090](#)

BIBLIOGRAPHIE  P. MEUNIER  CONCURRENCE - DROITS INTELLECTUELS - DROIT EUROPÉEN

ouvrage - développement - exergue - sillage - dynamique - droit européen - question - État de droit - lecteur - évolution - contribution - projet d'intégration euro - projet d'intégration - propos conclusifs - procédure - propos conclusifs du président de la cour - président de la cour - processus juridique - problématique - prismes...

22/05/2024

## Finance et sports

Introduction

WLADIMIR ANDREFF  
LUC ARRONDEL

### La financiarisation du sport

Le sport aux enchères :  
la malédiction du vainqueur  
WLADIMIR ANDREFF

L'usage et le rôle des cryptoactifs  
dans le sport  
MATTHIEU LLOORCA

Le footballeur professionnel :  
entre actif intangible et actif financier  
JÉRÉMIE BASTIEN  
JEAN-FRANÇOIS BROCARD

### L'olympisme : l'argent et le bonheur

Le financement du Mouvement olympique  
et des Jeux olympiques  
HOLGER PREUß

Rendements économiques attendus  
et Jeux olympiques : un guide  
pour l'avenir des JO  
ROBERT A. BAADE  
VICTOR A. MATHESON

Accueillir les Jeux olympiques  
rend-il heureux ?  
DIMITRIS MAVRIDIS  
CLAUDIA SENIK

### Le financement du football

L'argent et l'invention de la Coupe  
du monde de football (1904-1938)  
PAUL DIETSCHY

Les motivations à posséder un club  
de football au fil du temps  
BASTIEN DRUT

La multipropriété, c'est l'envol  
LUC ARRONDEL  
RICHARD DUHAUTOIS

Le *fair-play* financier de l'UEFA  
est-il « juste » ? Le cas du Real Madrid  
NICOLAS SCelles

Vers une convergence des systèmes  
de régulation du football professionnel français  
et européen ?

Quand la viabilité financière remplace  
le *fair-play* financier de l'UEFA  
NADINE DERMIT  
AURÉLIEN FRANÇOIS

Faut-il maintenir un championnat amateur  
ou créer une ligue professionnelle ? Le cas  
du troisième niveau du football français  
JEAN-PASCAL GAYANT  
FABRICE ROLLAND

### Le financement d'autres sports

Les finances et les *lock-outs*  
de la Ligue nationale de hockey  
MARC LAVOIE

Les finances des équipes cyclistes professionnelles  
DAAM VAN REETH

PGA Tour et LIV Golf : historique,  
financement, valorisation et perspectives  
PATRICE BOUVET

Un modèle original de financement du tennis  
basé sur la valorisation des grands tournois  
PHILIPPE AUTIER  
ÉRIC BARGET

### Chronique d'histoire financière

De l'importance des archives de supervision pour  
la compréhension des difficultés bancaires :  
enseignements de l'Italie fasciste  
MARCO MOLteni

### Finance et littérature

Sport et média : le long combat  
du sport féminin  
ALAIN-GÉRARD SLAMA

### Article divers

L'impact de la gestion du besoin  
en fonds de roulement sur la rentabilité  
des entreprises du CAC 40  
dans un contexte de crise  
WISSEM AJILI BEN YOUSSEF  
EMMA ROZET

154

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

FINANCE ET SPORTS

2-2024

154

# REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE  
DE L'ASSOCIATION EUROPE  
FINANCES RÉGULATIONS N° 154  
2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024

## FINANCE ET SPORTS

La financiarisation du sport

L'olympisme : l'argent et le bonheur

Le financement du football

Le financement d'autres sports

#### • Chronique d'histoire financière

De l'importance des archives de supervision  
pour la compréhension des difficultés  
bancaires : enseignements de l'Italie fasciste

#### • Finance et littérature

Sport et média : le long combat  
du sport féminin

#### • Article divers

L'impact de la gestion du besoin  
en fonds de roulement  
sur la rentabilité des entreprises  
du CAC 40 dans un contexte  
de crise



ISBN 978-2-37647-096-0  
ISSN 0987-3368  
Prix : 35 €



# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
4 juillet 2024  
n° 25 / 8046<sup>e</sup>  
pages 1225 à 1272

## CHRONIQUE / Distribution

Vente en ligne et réseaux de distribution :  
une liberté des distributeurs (encore) à conquérir  
> *Thierry Lambert*

1246

## ÉDITORIAL

1225 Sur la curieuse façon dont le Conseil d'État interprète le principe d'impartialité, *Olivier Beaud*

## ACTUALITÉS

- 1228 Blanchiment de capitaux (banque): portée de l'obligation de vigilance
- 1228 Parasitisme économique: valeur économique identifiée et individualisée
- 1230 Fonds de commerce (cession): inscription au registre national des marques
- 1233 Saisie et confiscation: validation partielle et publication de la réforme

## LECTURES

1240 L'esprit politique des savoirs juridiques, en temps de certitude, en temps d'incertitude,  
*Jean-Sylvestre Bergé*

## POINTS DE VUE

- 1241 Un grain de SREN, *Ludovic Pailler*
- 1243 Vers un statut spécifique de l'être humain?, *Fabrice Defferrard*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1250 **Panorama**: Droit constitutionnel. *Émilie Debaets et Nathalie Jacquinot*







- 1261 **Notes** : Lorsque le Conseil d'État s'essaye, avec succès, au droit international privé, note sous *CE 22 déc. 2023, Mathias Audit*
- 1266 **Affaire UBS** : retours sur la constitution et la réparation du délit de blanchiment de fraude fiscale, note sous *Crim. 15 nov. 2023, Laurent Saenko*

## ENTRETIEN

- 1272 Ghislain Poissonnier – La pollution des mers par les gaz à effet de serre devant la justice internationale

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Ketty de Falco  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DIEZAU,  
BÉNÉDICTE FAUNARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

### DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

### RÉDACTION

#### • DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### • RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

#### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### • ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82006

DUPLIPOINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2024

### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Olivier Beaud

1225

Sur la curieuse façon dont le Conseil d'État interprète le principe d'impartialité

## ACTUALITÉS

1228

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Blanchiment de capitaux (banque): portée de l'obligation de vigilance, *Crim. 19 juin 2024*

Concurrence-Distribution

Parasitisme économique: valeur économique identifiée et individualisée, *Com. 26 juin 2024*

Consommation

Crédit à la consommation (regroupement): droit de rétractation, *Com. 1<sup>er</sup>, 19 juin 2024*

Prêt (hypothécaire viager): vice du consentement de l'emprunteur, *Civ. 1<sup>er</sup>, 19 juin 2024*

Entreprise en difficulté

Liquidation judiciaire (liquidateur): portée du monopole d'action, *Com. 26 juin 2024*

Fonds de commerce et commerçants

Fonds de commerce (cession): inscription au registre national des marques, *Com. 26 juin 2024*

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (communication au public): téléviseurs dans les locations saisonnières, *CJUE 20 juin 2024*

Dessin et modèle (enregistrement): présomption de titularité du droit, *Com. 26 juin 2024*

Société et marché financier

Associé (époux): portée de la renonciation à la qualité, *Com. 19 juin 2024*

Société à responsabilité limitée (décisions): transformation en société anonyme, *Com. 19 juin 2024*

Association (statuts): action *ut singul* contre les dirigeants, *Civ. 3<sup>e</sup>, 20 juin 2024*

1232

### DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (dommage moral): importance du préjudice, *CJUE 20 juin 2024*

Données personnelles (dommage moral):

Presse et communication

Infraction de presse (poursuite): formalisme de l'assignation en référé, *Civ. 1<sup>er</sup>, 26 juin 2024*

Procédure pénale

Flagrant délit: appréhension d'un délinquant par un particulier, *Crim. 26 juin 2024*

Garde à vue (nullité): absence d'avis donné à l'employeur, *Crim. 26 juin 2024*

Garde à vue (nullité): départ de l'avocat en cours de confrontation, *Crim. 26 juin 2024*

Enquête (photographies): gens du voyage sur un parking, *Crim. 25 juin 2024*

1236

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat à durée déterminée: poursuite par un contrat à durée indéterminée, *Soc. 19 juin 2024*

Contrat de travail (sportif): disposition d'ordre public, *Soc. 19 juin 2024*

Rupture conventionnelle (validité): vice du consentement de l'employeur, *Soc. 19 juin 2024*

Travail à temps partiel (durée): consentement du salarié, *Soc. 19 juin 2024*

Caisse de congés payés (affiliation): salariés détachés en France, *Soc. 19 juin 2024*

1238

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Aide juridictionnelle: intervention concomitante de deux avocats, *Civ. 2<sup>e</sup>, 20 juin 2024*

Arbitrage (impartialité): liens personnels avec l'avocat d'une partie, *Civ. 1<sup>er</sup>, 19 juin 2024*

Compétence européenne (reconnaissance): principe de concentration des moyens, *Civ. 1<sup>er</sup>, 19 juin 2024*

Compétence européenne (responsabilité parentale): enlèvement international, *CJUE 20 juin 2024*

Profession juridique et judiciaire

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098  
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550  
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut  
La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

vol de données, CJUE 20 juin 2024

## 1233 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

### Droit pénal

Saisie et confiscation: validation partielle  
et publication de la réforme,  
Cons. const. 20 juin 2024

Cumul de qualifications: financement illicite  
d'un parti politique, Crim. 19 juin 2024

Cumul de qualifications: recel et non-  
justification de ressources, Crim. 19 juin 2024

Peine (réclusion criminelle): portée de  
l'altération du discernement, Crim. 26 juin 2024

Magistrat (procédure disciplinaire):  
inconstitutionnalité du régime,  
Cons. const. 26 juin 2024



## LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

1240

L'esprit politique des savoirs juridiques,  
en temps de certitude,  
en temps d'incertitude

Recueil Dalloz - 4 juillet 2024 - n° 25

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

4 juillet 2024 - n° 25 / 8046<sup>e</sup>



## POINTS DE VUE

1241

Un grain de SREN  
par Ludovic Pailler

1243

Vers un statut spécifique de l'être humain ?  
par Fabrice Defferrard



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1246

Vente en ligne et réseaux de distribution:  
une liberté des distributeurs (encore) à conquérir  
par Thierry Lambert

### PANORAMA

1250

Droit constitutionnel  
janvier 2023 - décembre 2023  
par Émilie Debaets et Nathalie Jacquinet

### NOTES

1261

Lorsque le Conseil d'État s'essaye, avec succès,  
au droit international privé, note sous CE 22 déc. 2023  
par Mathias Audit

1266

Affaire UBS: retours sur la constitution et la réparation  
du délit de blanchiment de fraude fiscale,  
note sous Crim. 15 nov. 2023  
par Laurent Saenko



## ENTRETIEN

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)**

2

RTDCom. - avril-juin 2024 - pages 219 à 474

## ARTICLES

219

Contribution à l'étude des périodes suspectes en droit privé

**Hugo Nadjar**

237

Le droit bancaire et financier au défi de l'IA : le rôle des *fintechs*

**Marina Teller**

# RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial  
et de droit économique

## CHRONIQUES

260

Confirmations et précisions sur la charge de la preuve de l'épuisement des droits

**Jérôme Passa**

292

Rémunération pour copie privée au moyen de téléphones et tablettes reconditionnés : le tribunal judiciaire de Paris réticent aux titulaires de droits

**Frédéric Pollaud-Dulian**

381

La qualification contestable de clause pénale d'une disposition des modèles de statuts des coopératives agricoles

**David Hiez**

398

Offre publique d'acquisition : nouvelle illustration de la primauté du principe du libre jeu des offres et des surenchères sur les dispositifs contractuels  
**Nicolas Rontchevsky**



**Lefebvre Dalloz**

**DALLOZ**

Couverture | Sommaire

**RTDCom.**

Revue trimestrielle de droit commercial  
et de droit économique

## SOMMAIRE

### ARTICLES

- Contribution à l'étude des périodes suspectes en droit privé**  
Hugo Nadjar ..... p. 219
- Le droit bancaire et financier au défi de l'IA : le rôle des *fintechs***  
Marina Teller ..... p. 237

### CHRONIQUES

- Propriétés incorporelles**
- Propriété industrielle**  
Par Jérôme Passa ..... p. 253
- Propriété littéraire et artistique  
et droit du marché de l'art**  
Par Frédéric Pollaud-Dulian ..... p. 271
- Droit des nouvelles technologies**  
Par Philippe Gaudrat ..... p. 323
- Numérique et vie des affaires**  
Par Thibault Douville  
et Emmanuel Netter ..... p. 337
- Sociétés et autres groupements**
- Sociétés en général**  
Par Arnaud Lecourt ..... p. 357
- Sociétés civiles, associations  
et autres groupements**  
Par David Hiez ..... p. 381
- Droit des marchés financiers**
- Ventes, transports et autres  
contrats commerciaux**  
Par Bernard Bouloc ..... p. 415
- Entreprises en difficulté**
- Sauvegarde, redressement  
et liquidation judiciaires**  
Par Arlette Martin-Serf ..... p. 421
- Droit pénal des affaires**  
Par Bernard Bouloc  
et Laurent Saenko ..... p. 433
- Régime fiscal des affaires**  
Par Olivier Fouquet ..... p. 459
- Droit européen des affaires**  
Par Anne Marmisse  
d'Abbadie-d'Arrast ..... p. 463

Par Nicolas Rontchevsky  
et Michel Storck.....p. 391

### Crédit et titres de crédit

Par Dominique Legeais.....p. 409

Tables trimestrielles .....p. 469

**TABLES**



## QUESTION D'ACTUALITÉ COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : SAY ON GOVERNANCE ?

Une ordonnance de référé clarifie la répartition des rôles entre l'assemblée générale de SA et les organes de direction

29



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



### À LA UNE

**Commentaire** - Loi pour sécuriser et réguler l'espace numérique : mesures en droit des affaires

21

**Question d'actualité** - La nouvelle communication sur la définition du marché pertinent : vers plus de clarté ?

34

**Entreprise en difficulté** - La créance née irrégulièrement peut être payée après clôture de la liquidation judiciaire

7

**Contrats** - Sortie d'un réseau de distribution : les commerçants de détail de services sont protégés

9

**Lefebvre Dalloz**

 EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE

### Sociétés

- 4 - Quorum des assemblées de sociétés anonymes
- 4 - Désignation du représentant des indivisaires de droits sociaux
- 5 - Loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France
- 5 - Scrutateur des assemblées de sociétés anonymes
- 6 - Présidence de l'assemblée d'une société anonyme en liquidation
- 6 - Assemblées spéciales des sociétés anonymes

### Entreprise en difficulté

- 7 - Paiement de la créance née irrégulièrement
- 8 - Sort des biens du domaine public
- 9 - Délai pour agir en relevé de forclusion

### Contrats

- 9 - Sortie d'un réseau de distribution
- 11 - Clause alternative d'arbitrage et d'attribution de compétence juridictionnelle
- 11 - Vente de locaux loués : opposabilité au locataire d'une clause de subrogation
- 12 - Transport CMR : perte de la marchandise transportée
- 13 - Indemnisation de l'acheteur en cas d'omission d'une servitude non apparente

### Finances de l'entreprise

- 13 - Obligation d'information de la banque à l'égard de l'avaliste
- 14 - Aide « énergie » pour les entreprises

### Biens de l'entreprise

- 14 - Location touristique d'un local d'habitation réuni à un local à un autre usage

### Concurrence

- 15 - Détermination de l'entité tenue de réparer le préjudice pour pratique anticoncurrentielle

### Consommation

- 16 - Prêt entre employeur et salarié : validité de la clause de déchéance du terme
- 17 - Caractère abusif de la clause de déchéance du terme d'un prêt

### Compliance

- 18 - Actualisation de l'analyse sectorielle de l'AMF sur les risques LCB-FT
- 19 - Collecte déloyale de données personnelles

### Commentaire

- 21 - Loi pour sécuriser et réguler l'espace numérique : mesures en droit des affaires

### Question d'actualité

- 34 - La nouvelle communication sur la définition du marché pertinent : vers plus de clarté ?

### Veille

- 38 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION D'ACTUALITÉ



**29**

**COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : SAY ON GOVERNANCE ?**



## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### **L'action en enrichissement injustifié ne permet pas de pallier la carence d'une partie dans la preuve d'un prêt invoqué à titre principal**

Cass. 1<sup>er</sup> civ. 10-1-2024 n° 22-10.278 FP-B : Décisions 379

Lorsqu'une partie n'apporte pas la preuve du contrat de prêt qui constitue le fondement de son action principale, elle ne peut pas pallier sa carence dans l'administration de cette preuve par l'exercice subsidiaire d'une action au titre de l'enrichissement injustifié.

### **Le refus de voter la modification de l'objet social peut être abusif**

Cass. com. 13-3-2024 n° 22-13.764 FS-B : Décisions 395

Le refus de voter la modification de l'objet d'une société peut constituer un abus de minorité si ce refus est contraire à l'intérêt général de la société et motivé par l'intérêt égoïste des associés minoritaires, cette dernière condition devant être appréciée en tenant compte du fait que la nécessité de modifier les statuts résultait d'un dépassement de pouvoirs commis par le dirigeant associé majoritaire.

### **Le plafond d'émission des actions de préférence sans droit de vote ne s'applique qu'aux actions sans droit de vote**

Cass. com. 13-3-2024 n° 22-12.205 F-B : Décisions 397

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent pas représenter plus de la moitié du capital d'une société non cotée. Seules les actions privées de tout droit de vote sont prises en compte pour le calcul de ce plafond.

### **Le gérant d'une SCI ne peut pas mettre à disposition des associés un immeuble gratuitement si cette opération n'entre pas dans l'objet social**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 2-5-2024 n° 22-24.503 FS-B : Décisions 404

Si l'objet d'une société civile immobilière ne prévoit pas la faculté pour celle-ci de mettre gratuitement à la disposition de ses associés un immeuble, cette mise à disposition ne peut pas être décidée par le gérant seul et doit être autorisée par l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

## **Le plan n'est pas résolu lorsque l'entreprise vend un bien déclaré inaliénable par le tribunal**

Cass. com. 2-5-2024 n° 22-22.968 FS-B : Décisions 407

La vente par l'entreprise faisant l'objet d'un plan de sauvegarde d'un de ses biens que le tribunal lui a interdit de vendre ne fait pas perdre à celle-ci le bénéfice de son plan.

## **La fourniture d'un logiciel en copie peut faire l'objet d'une réserve de propriété**

Cass. com. 6-3-2024 n° 22-23.657 FS-B : Décisions 410

La mise à disposition d'une copie d'un logiciel par téléchargement et la conclusion d'un contrat de licence d'utilisation y afférente visant à rendre cette copie utilisable par le client de manière permanente moyennant le paiement d'un prix implique le transfert du droit de propriété de cette copie. Elle constitue donc une vente, susceptible de faire l'objet d'une réserve de propriété.

## **Informations sur les caractéristiques essentielles du crédit à la consommation**

Cass. 1<sup>e</sup> civ. 13-3-2024 n° 22-24.349 FS-B : Décisions 414

Le montant des échéances d'un crédit à la consommation devant figurer dans l'encadré inséré au début du contrat de crédit doit inclure le coût des frais amortissables liés à l'exécution du crédit.

## **La caution qui paye partiellement le créancier n'est pas subrogée dans tous les droits de ce dernier**

Cass. 1<sup>e</sup> civ. 4-4-2024 n° 22-23.040 FS-B : Décisions 419

La caution qui a remboursé au prêteur certaines échéances impayées n'est pas pour

autant subrogée dans le droit strictement personnel au prêteur de prononcer la déchéance du terme du prêt.

## **La fiche patrimoniale de la caution doit avoir été signée avant le cautionnement**

Cass. com. 13-3-2024 n° 22-19.900 F-B : Décisions 421

La disproportion du cautionnement donné par une personne physique à un créancier professionnel ne peut pas être appréciée au regard d'une fiche patrimoniale signée par la caution après qu'elle a souscrit le cautionnement.

RJDA 2024  
(c) 2024 Editions Francis Lefebvre

# Revue Lamy de la concurrence

## Dossier : Les nouveautés en droit de la concurrence

*Sous la direction de Muriel CHAGNY, avec Jean-Philippe ARROYO, Michaël COUSIN,  
Etienne PFISTER, Valérie PIRONON et Michel PONSARD*

- Prise en compte des ventes en relation avec l'infraction réalisées par une entreprise constituée en groupe de sociétés  
*Cyril JACOLET*
- Cartel des produits de charcuterie : la Cour d'appel de Paris réforme les infractions constatées et réduit sensiblement le montant des amendes  
*Alexandre APEL*

## Conseil scientifique

### Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen  
& Hamilton LLP

### Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble  
Alpes, Membre du GRDPE

### Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice  
de l'Union européenne

### Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

### Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

### Pascal IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université  
de Montpellier I, CREAM/IUF

### Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

### Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

### Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

### Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

### Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université  
de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR  
Avocats

### Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social  
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan,

Céline Garnier, Annabelle Grosjean

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint, 2 rue Descartes,

95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

**N°Cristal 09 69 39 58 58**

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale

ou partielle par quelque procédé que ce soit, du  
contenu issu de la présente publication, effectuée  
sans autorisation de l'éditeur, est illicite et  
constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière  
suivante : RLC 2024/139, n° 4672 (année/n° de la  
revue, n° du commentaire)



# Sommaire

## FOCUS ..... P. 4

- Infractions au droit de la concurrence : le droit national prévoyant le régime des actions indemnitaires ne peut rendre excessivement difficile l'exercice du droit à la réparation intégrale

Lucie DUPARCQ

## LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 6

- Contrôle des concentrations P. 6
- Pratiques anticoncurrentielles P. 7
- Distribution P. 8
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 9
- Régulation P. 10
- Commande publique P. 15

## ÉCLAIRAGE ..... P. 20

- Prise en compte des ventes en relation avec l'infraction réalisées par une entreprise constituée en groupe de sociétés

Cyril JACOULET

## DOSSIER ..... P. 25

### ■ LES NOUVEAUTÉS EN DROIT DE LA CONCURRENCE

Le renouveau de l'abus de position dominante : l'approche plus économique de la Cour de justice de l'Union européenne P. 27

Etienne PFISTER

Les nouvelles frontières de l'abus de position dominante P. 33

Michaël COUSIN

Le nouveau règlement européen sur les subventions étrangères : regard sur les opérations de concentration P. 38

Michel PONSARD

Droit international privé et pratiques commerciales déloyales : regards croisés (1/2) P. 43

Valérie PIRONON

Droit international privé et pratiques commerciales déloyales : regards croisés (2/2) P. 48

Jean-Philippe ARROYO

## JURISPRUDENCE COMMENTÉE ..... P. 54

- Cartel des produits de charcuterie : la Cour d'appel de Paris réforme les infractions constatées et réduit sensiblement le montant des amendes

Alexandre APEL

# DROIT & PATRIMOINE

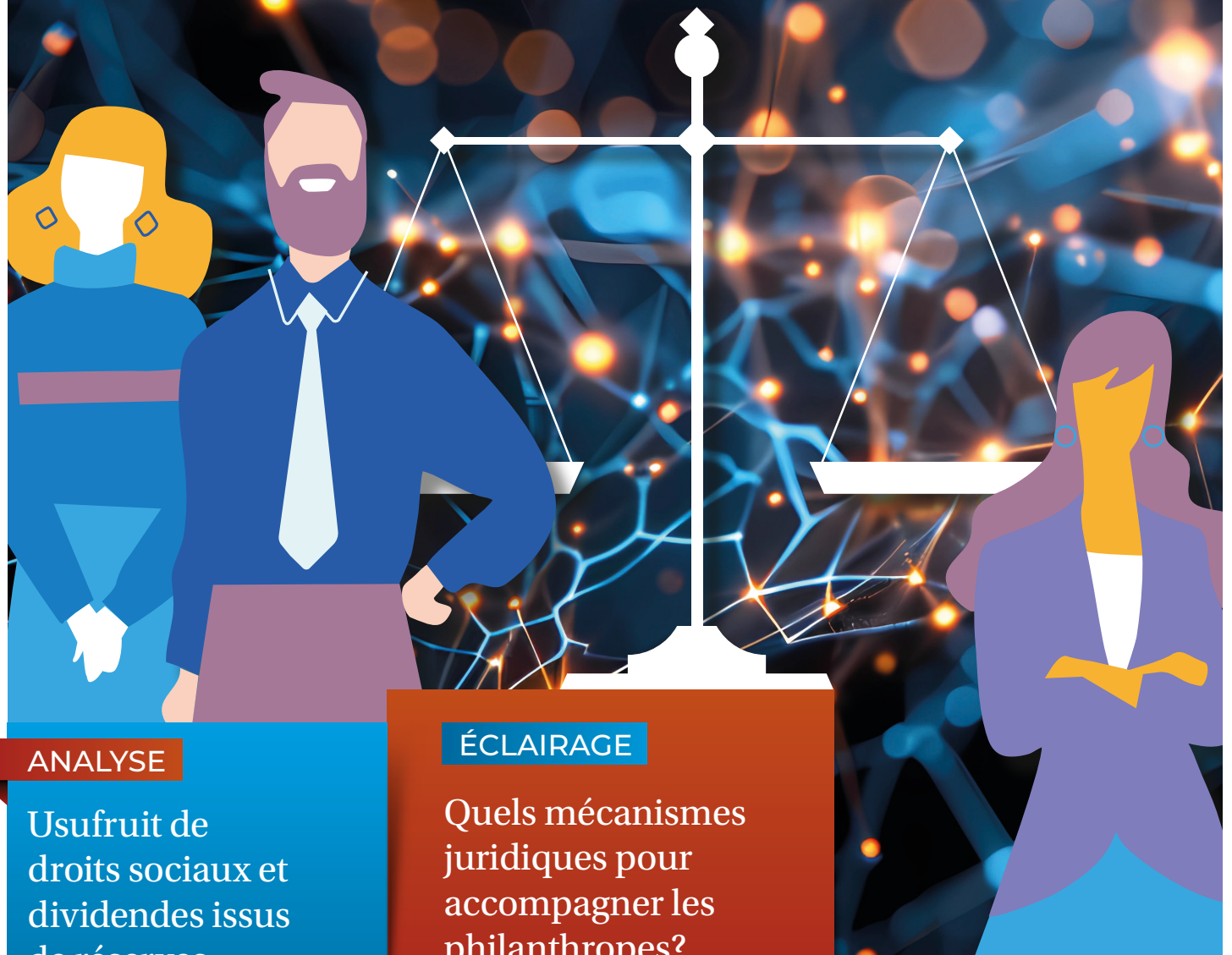
LE MENSUEL  
DE TOUS  
LES PRATICIENS  
DU DROIT

N°347 • Juin 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

## L'IA GÉNÉRATIVE ET LES PROFESSIONNELS DU DROIT



ANALYSE

Usufruit de  
droits sociaux et  
dividendes issus  
de réserves

ÉCLAIRAGE

Quels mécanismes  
juridiques pour  
accompagner les  
philanthropes?

# DROIT & PATRIMOINE

JUIN 2024 · N° 347

## ACTUALITÉ

### ÉCLAIRAGE

#### Quels mécanismes juridiques pour accompagner les philanthropes ? ..... 6

Le CSN, en partenariat avec France Générosités, proposait le 28 mai 2024, une matinée de colloque autour du thème "Philanthropie et stratégies patrimoniales et familiales", au cours de laquelle les intervenants ont détaillé les différents mécanismes qui pouvaient être proposés aux particuliers pour accompagner une volonté philanthropique.

### ENTRETIEN

#### « Nous vivons l'âge d'or des CGP » ..... 8

La Chambre nationale des conseils en gestion de patrimoine (CNCGP) vient de publier la première édition de son baromètre, une étude statistique objective qui renseigne sur l'état de la profession grâce aux données collectées au cours des trois dernières années. Les explications du président de la CNCGP, Julien Séraqui.

### PROFESSIONS

#### Baromètre 2024 de la satisfaction des juristes d'entreprise ..... 10

Oxygen + vient de publier, à l'occasion des débats du Cercle Montesquieu qui ont eu lieu le 4 juin 2024, son désormais traditionnel baromètre national de la satisfaction des juristes d'entreprise, avec, cette année, un focus consacré à l'intelligence artificielle. Synthèse.

## DOSSIER

# L'IA GÉNÉRATIVE et les professionnels du droit

- **L'IA dans le droit : regards croisés sur les perspectives d'une évolution** ..... 26  
Par Cyril Murie, (photo), directeur conseil interne, Chambre nationale des commissaires de justice et Général Patrick Perrot, coordonnateur IA pour la Gendarmerie nationale, conseiller IA auprès du commandement du ministère de l'Intérieur dans le cyberspace
- **L'intelligence artificielle générative et la protection des données, la solution de la protection dès la conception (privacy by design)** ..... 31  
Par Nicolas Courtier, avocat, maître de conférences associé à l'Université d'Aix-Marseille

# SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

## ANALYSE

### **Usufruit de droits sociaux et dividendes issus de réserves, des solutions controversées à sécuriser** .....11

Par Céline Chwartz, notaire à Toulouse (31), Nadège Jullian, professeur à l'université Toulouse Capitole et Frédéric Douet, professeur à l'Université Rouen-Normandie, membre du Conseil des prélèvements obligatoires, membres de Notaires conseil d'entreprise (NCE)

## ANALYSE

### **À propos de l'efficacité des typologies des droits de priorité pour résoudre leurs problématiques** .....17

Par Laurent Gibault, docteur en droit, juriste-consultant

### **• Les professionnels du droit face à l'IA générative, questions de responsabilité(s)** ..... 35

Par Alison Blondeau, doctorante contractuelle en droit de l'IA à l'Université d'Artois (centre Droit éthique et procédures - UR 2471), membre de la chaire IA responsable (ANR-19-CHIA-0008)

### **• L'avocat utilisateur de l'IAG face au risque de contrefaçon de droit d'auteur et de parasitisme : un jeu dangereux ?** ..... 40

Par Lorette Dubois, avocate, cabinet Vercken & Gaullier

### **• IA générative et management des contrats : une révolution en marche** ..... 46

Par Thomas Saint-Aubin, chercheur associé IRJS Paris 1 Panthéon-Sorbonne et directeur de l'innovation MyLegiTech, et Pierre Marchès, partner contract management chez Prime Conseil



# RTDF

Revue trimestrielle de droit financier

Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Vincent Téchené**, Rédacteur en chef

## **Droit financier**

[Doctrines] Institutional Investor Engagement in Europe

Par Giovanni Strampelli – Professor of Business Law

[Doctrines] Les jetons participatifs : contribution au droit de la finance participative

Par Novruz Aliyev – Docteur en droit

[Doctrines] La compliance, de son apparition américaine à son appréhension européenne : conclusion d'un parcours de thèse

Par Nils Monnerie – Docteur en droit

[Doctrines] Dénouement de l'affaire Elliott : la difficile coïncidence de la lettre et de l'esprit de la réglementation des franchissements de seuils

Par Jérôme Chacornac – Maître de conférences à l'Université Paris-Panthéon-Assas

Réf. : Cass. com., 4 avril 2024, n° 22-19.127 **N° Lexbase : A63362ZP**

[Chroniques] Corporate Governance - Transparence financière et comptable

Par Renaud Mortier – Professeur agrégé de droit privé et avocat associé

[Chroniques] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)

Par Éric Dezeuze

Réf. : Cass. com., 14 février 2024, n° 22-10472, FS-B+R : Sté Bloomberg LP c/ Autorité des marchés financiers **N° Lexbase : A19262MB** ; AMF, Commission des sanctions, 24 janvier 2024 **N° Lexbase : L3763MMC**

[Chronique] Chronique public M&A – Offres publiques

Par **Didier Martin**

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité

Par **Ryan D. Junck**

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité

Par **Blanche Balian et Vincent Filhol - Avocats Of Counsel au sein de l'équipe Éthique**

## Sociétés

[Doctrine] Essai sur la notion d'actionnaire

Par **Thomas Blangis – Docteur en droit**

[Chronique] L'objet social et la franchise participative

Par **Didier Poracchia – Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Paris I)**

Réf. : Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-13.764 **N° Lexbase : A05072UC** ; CA Caen, 8 février 2024, n° 22/00640 **N° Lexbase : A90242LS**

---

### Comité éditorial :

**Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Thierry Bonneau**, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

**Alain Couret**, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Jean-Jacques Daigre**, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Thierry Granier**, Professeur à Aix-Marseille Université

**Paul Le Cannu**, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Hervé Le Nabasque**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Nicolas Rontchevsky**, Professeur à l'Université de Strasbourg

**Hervé Synvet**, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

---

### Comité international :

**Lucian A. Bebchuk**, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

**George A. Casey Partner**, Shearman & Sterling LLP, New York

**James D. Cox**, Professor of Law, Duke Law School

**Paul Davies**, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law

**Luca Enriques**, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza, Università di Bologna

**Guido Ferrarini**, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova

**Gérard Hertig**, Professor of Law and Economics, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

**Klaus J. Hopt**, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law

**Jonathan R. Macey**, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School

---

# Contrats Concurrence Consommation, n° 7 du 01 juillet 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère

DROIT DE LA CONCURRENCE

#### À propos de la simplification du droit de la concurrence

N° 7 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | CLAUSE ABUSIVE

#### La prescription de l'action en restitution découlant d'une clause abusive ou comment assurer l'efficacité du droit de la consommation ?

N° 26 - Par Aurélie DARDENNE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ARBITRAGE INTERNATIONAL

#### Arbitrage international : la compétence matérielle exclusive de la cour d'appel de Paris, reconnue par la loi

N° 27

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉPRESSION DES FRAUDES

#### Recouvrement amiable de créances : un secteur qui reste dans la ligne de mire de la répression des fraudes

N° 28

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

#### Bornes de recharge pour véhicules électriques : avis de l'Autorité de la concurrence

N° 29

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | VEILLE

#### Du 25 avril au 2 juin 2024

N° 30

[Consulter le PDF](#)

## Chronique



RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### Un an de droit de la rupture brutale de relations commerciales établies

N° 1 - Par Claude-Albéric MAETZ

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



CONTRATS | CESSION DE CONTRAT

### La cession d'un contrat de franchise suppose l'accord des franchisés, mais la cession de la totalité des actions du franchiseur n'est pas une cession de contrat !

N° 106

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RÉOLUTION

### Quelles sont les conséquences de la résolution d'un contrat aux torts partagés ?

N° 107

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | IMPUTATION DES PAIEMENTS

### Imputation des paiements

N° 108

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

### Application des notions d'indivisibilité et d'intuitu personae en matière de franchise

N° 109 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE ET CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

### Appréciation de la licéité d'une clause de non-concurrence par le juge des référés

N° 110 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | NÉGOCIATION COMMERCIALE

### Ouverture d'une action en contribution au profit du distributeur condamné à l'amende administrative

N° 111 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUE COMMERCIALE DÉLOYALE

### La loi sur les influenceurs doit être en large partie réécrite pour être mise en conformité avec le droit européen !

N° 112 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### Rupture brutale : exécution du préavis

N° 113 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### Rupture brutale : préjudice réparable

N° 114 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RELATIONS COMMERCIALES AGRICOLES

### [Relations commerciales agricoles](#)

N° 115 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ABUS DE POSITION DOMINANTE

### [Affaire Mondelēz : un abus par partitionnement du marché intérieur](#)

N° 116 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATION

### [Première mobilisation de l'arrêt Towercast par l'Autorité de la concurrence : une transposition inattendue au droit des ententes](#)

N° 117 - Par Maya-Salomé GARNIER

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

### [« Porte ouverte » à l'Autorité de la concurrence pour les projets en lien avec le développement durable](#)

N° 118 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

### [Groupe de haut niveau pour la législation sur les marchés numériques \(High-Level Group for the Digital Markets Act\) - déclaration publique sur l'intelligence artificielle, 22 mai 2024](#)

N° 119 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

### [Précisions sur le point de départ de l'action en restitution des sommes indûment perçues sur le fondement des clauses abusives](#)

N° 120 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | TRANSPORT AÉRIEN

### [Indemnisation des voyageurs en cas de retard important du vol et circonstances exceptionnelles exonératoires](#)

N° 121 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRESCRIPTION BIENNALE

### [VEFA, garantie financière d'achèvement et prescription biennale de l'action du garant en paiement du solde du prix](#)

N° 122 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

### [Contrat de consommation](#)

N° 123 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CROISIÈRE

### [Transport maritime](#)

N° 124 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)



CONTRAT

Vente d'animaux domestiques : la clause de soumission à la garantie des vices cachés  
du Code civil

N° 7 - Par Victoire LASBORDES - DE VIRVILLE

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 26 du 01 juillet 2024

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Pauvre Constitution

N° 826 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

#### Dans les couloirs du Conseil constitutionnel

N° 827 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

#### La protection constitutionnelle de la liberté d'expression au centre des travaux des Cours suprêmes francophones

N° 828 - Par Laurent FABIOUS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PUBLICITÉ FONCIÈRE

#### Réforme de la publicité foncière : l'ordonnance est publiée

N° 829

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | BAUX D'HABITATION

#### Clause résolutoire des baux d'habitation : le nouveau délai de 6 semaines ne s'applique pas aux baux en cours

N° 830

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### La règle de concentration des moyens ne s'applique pas dans les instances transfrontalières

N° 831

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 20 au 26 juin 2024

N° 832

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 juin 2024

N° 833

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

## Inapplication du délai de l'article 919 du Code de procédure civile à l'appel du jugement statuant exclusivement sur la compétence

N° 834 - Par Didier CHOLET

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SAISIE IMMOBILIÈRE

## Appel du jugement d'orientation : le formalisme de l'appel à jour fixe sous les fourches caudines du procès équitable

N° 835 - Par Florian ROGER

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SAISIES ET CONFISCATION

## La loi relative à la confiscation des avoirs criminels est publiée

N° 836

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | UNION EUROPÉENNE

## Publication de la circulaire de présentation des dispositions de procédure pénale de la loi DDADUE 2024

N° 837

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 13 au 26 juin 2024

N° 838

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mai au 9 juin 2024

N° 839

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | RESPONSABILITÉ PÉNALE

## Redevabilité pénale d'une société absorbante pour des contraventions commises par une société absorbée : extension du revirement !

N° 840 - Par Jean-Christophe SAINT-PAU

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

## L'appréhension des avoirs délictueux du délinquant décédé en cours de procédure

N° 841 - Par Stephen ALMASEANU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

## Prêt à la consommation : absence d'indemnité au titre de la rétractation de l'emprunteur

N° 842

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 20 au 26 juin 2024

N° 843

[Consulter le PDF](#)



AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 juin 2024

N° 844

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

## L'intuitus personae du contrat de franchise à l'épreuve des évolutions internes du franchiseur personne morale : que vive l'orthodoxie !

N° 845 - Par Maxime CORMIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE-EMPLOI

## Modalités relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement des comités territoriaux pour l'emploi

N° 846

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RUPTURE CONVENTIONNELLE

## Comportement dolosif du salarié à l'occasion d'une rupture conventionnelle

N° 847

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 20 au 26 juin 2024

N° 848

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 juin 2024

N° 849

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Législatives anticipées : le Conseil constitutionnel rejette les recours dirigés contre le décret convoquant les électeurs

N° 850

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet 2024 : publication d'une circulaire à destination des maires

N° 851

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

## Primauté du contrat (de droit privé) sur la notion (de droit public) de travaux publics

N° 852 - Par Mathieu TOUZEIL-DIVINA

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

## Des travaux publics, oui, mais contractuellement régis par le droit privé !

N° 853 - Par Mathieu TOUZEIL-DIVINA

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

## Loi Justice : décret d'application relatif à l'organisation judiciaire et au contrôle des mesures privatives de liberté en droit des étrangers

N° 854

[Consulter le PDF](#)

N° 855

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

## Responsabilité du fait des choses : le rôle actif de la chose et le fait de la victime

N° 856 - Par Cindy LIMONIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## La licence professionnelle : pour une insertion rapide sur le marché du travail

N° 857 - Par Pierre TIFINE

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine de la doctrine

LA CHRONIQUE | CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

## Droit de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 858 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## Utile rappel des règles relatives à l'effet dévolutif de l'appel appliquées à la procédure de contestation des honoraires d'avocat

N° 859 - Par Cécile CASEAU-ROCHE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## Réforme du CAPA : modalités et programme de l'examen

N° 860

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## Avant-projet soumis à consultation sur l'accompagnement des nouveaux avocats

N° 861

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## Le barreau de Paris opposé à la vidéo-audience en rétention administrative et zone d'attente

N° 862

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## Le CNB plaide pour le droit à l'assistance d'un avocat lors des perquisitions pénales

N° 863

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

## Création d'une commission d'indemnisation dans le cadre des JOP 2024

N° 864

[Consulter le PDF](#)

## Une nouvelle association au barreau de Paris pour l'exercice des droits des détenus

N° 865

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 27 du 08 juillet 2024

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Cassin ou Ripert ?

N° 866 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | FAMILLE

#### Pierre Delmas-Goyon, nouveau président du CNAOP

N° 867 - Par Alice PHILIPPOT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES

#### La loi du 10 mai 2024 visant à lutter contre les dérives sectaires

N° 868 - Par Farah SAFI

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

#### Mise en oeuvre de l'obligation de signalement des divergences d'informations sur les bénéficiaires effectifs des trusts et des fiducies

N° 869 - Par Chantal CUTAJAR

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

#### Responsabilité des parents du fait des enfants mineurs : la fin de la cohabitation

N° 870 - Par Pascal OUDOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

#### Offre obligatoire d'indemnisation des assureurs de responsabilité civile du fait d'un VTAM : deux rappels utiles sur son régime

N° 871 - Par Nicolas RIAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | EXPERTS JUDICIAIRES

#### Transfert d'une demande d'inscription initiale sur une liste d'experts : pas de confirmation ni d'accord du candidat

N° 872 - Par Gaëlle DEHARO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

## **Systematisation du contrôle des antécédents judiciaires dans les champs de la protection de l'enfance et des modes d'accueil du jeune enfant**

N° 873

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MAJEURS PROTÉGÉS

## **Contrôle des comptes de gestion du majeur protégé : modalités de désignation du professionnel**

N° 874

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

## **Journal officiel du 27 juin au 3 juillet 2024**

N° 875

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

## **Arrêts P de la Cour de cassation du 17 au 23 juin 2024**

N° 876

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SAISIE IMMOBILIÈRE

## **Saisie immobilière : non à l'excès de pouvoir du juge de l'exécution dans la fixation du montant de la mise à prix**

N° 877 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INDUSTRIE VERTE

## **Entrée en vigueur le 1er juillet du plan d'épargne avenir climat**

N° 878

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

## **Entrée en vigueur le 1er juillet d'une réglementation renforcée pour mieux informer les consommateurs**

N° 879

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉS FINANCIERS

## **Principes directeurs des marchés financiers : jurisprudence 2003-2022**

N° 880

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

## **Fonctionnement concurrentiel du secteur de l'IA générative : l'Autorité de la concurrence rend son avis**

N° 881

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

## **Journal officiel du 27 juin au 3 juillet 2024**

N° 882

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## **Arrêts P de la Cour de cassation du 17 au 23 juin 2024**

N° 883

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DEVOIR DE VIGILANCE

## Devoir de vigilance : la voie est ouverte

N° 884 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI et Antoine TOUZAIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## Contestation du motif économique de la rupture amiable signée dans le cadre d'un PSE avec départs volontaires

N° 885 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE-EMPLOI

## Réforme de l'assurance-chômage : statu quo jusqu'au 31 juillet

N° 886

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PARTAGE DE LA VALEUR

## Prime de partage de la valeur : précisions sur les délais et modalités d'information et d'affectation

N° 887

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | OUTRE MER

## Revalorisation annuelle du RSA dans certaines collectivités d'outre-mer

N° 888

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 27 juin au 3 juillet 2024

N° 889

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 17 au 23 juin 2024

N° 890

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FISCAL

## Création de la partie réglementaire du Code des impositions sur les biens et services

N° 891

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DROITS DE L'HOMME

## La CNCDH appelle le Gouvernement à s'engager réellement dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes

N° 892

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 27 juin au 3 juillet 2024

N° 893

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 17 au 23 juin 2024

N° 894

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE DISCRIMINATION

## Discrimination fondée sur l'âge

N° 895 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

### Appréciation des éléments constitutifs du viol

N° 896 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ÉTRANGERS

### Absence d'obligation mais également de pouvoir discrétionnaire pour accorder le statut de réfugié

N° 897 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ENVIRONNEMENT

### Coup de tonnerre sur les aciéries italiennes !

N° 898 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | FILIATION

### Les contours de la notion d'« intérêt de l'enfant »

N° 900 - Par Émilie VINCENT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

### Des étudiants acteurs de leur propre réussite : le pôle formation BDE/ADESS

N° 901 - Par Jean-François RIFFARD

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | SANTÉ PUBLIQUE

### Ce que le contentieux de l'isolement et de la contention dit de l'acceptation constitutionnelle des droits de la défense

N° 902 - Par Olivier SCHAUB

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

### Régime de l'obligation

N° 903 - Par Marc BILLIAU et Grégoire LOISEAU

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

### Dialogues à l'École de droit d'Assas : que reste-t-il de la Révolution française dans le droit contemporain ?

N° 904 - Par Morgane KOENIG

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

### Loi Justice : modifications de dispositions statutaires applicables au corps judiciaire

N° 905

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

## [Extension de la période maximale durant laquelle des services d'une juridiction peuvent être transférés](#)

N° 906

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [Le départ volontaire de l'avocat au cours d'une confrontation est sans incidence sur la validité de la garde à vue](#)

N° 907

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

## [Garde à vue : précisions sur l'avis donné à l'employeur](#)

N° 908

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [Recours sur honoraires d'avocat : effet de l'absence injustifiée du demandeur devant le premier président](#)

N° 909

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS AUX CONSEILS

## [Examen d'aptitude à la profession d'avocat aux Conseils session 2024](#)

N° 910

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS

## [Greffiers des tribunaux de commerce : conditions de l'occupation des locaux judiciaires](#)

N° 911

[Consulter le PDF](#)



# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 27 du 04 juillet 2024

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### NUMÉRIQUE

**3 QUESTIONS - Accroître la cyber-résilience des entreprises grâce à la prochaine transposition de la directive NICS 2 ?**

N° 572 - Par Garance MATHIAS et Eva ASPE

[Consulter le PDF](#)

#### NUMÉRIQUE

**Mise en oeuvre du DSA : l'Arcom, la CNIL et la DGCCRF signent une convention de coopération**

N° 573

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

**Code de procédure civile 2025**

N° 574

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

**Code pénal 2025**

N° 575

[Consulter le PDF](#)

#### DONNÉES CHIFFRÉES

**Baromètre 2023 du Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP)**

N° 576

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

#### AFFAIRES | BANQUE

**Blanchiment et gestion des risques LCB-FT : condamnation d'une banque pour manque de vigilance**

N° 577

[Consulter le PDF](#)

#### AFFAIRES | CONCURRENCE

**Sites de conseils en paris sportifs : la DGCCRF et l'ANJ appellent plus que jamais les parieurs à la prudence**

N° 578

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Parasitisme économique : la nécessaire démonstration d'une valeur économique individualisée par la société victime**

N° 579

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Le laboratoire Servier épinglé par la CJUE pour ententes et abus de position dominante sur le marché du périndopril**

N° 580

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

**Vente mobilière : la preuve de la livraison peut se faire par tout moyen et relève de l'appréciation souveraine des juges du fond**

N° 581

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

**Le Sénat publie une étude de législation comparée sur le devoir de vigilance des entreprises**

N° 582

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

**Accompagnement des entreprises en difficulté et de leurs salariés : une nouvelle dynamique dans les relations entre l'AGS et le CNAJMJ**

N° 583

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FRANCHISE

**Dissimulation de procédures collectives et monopole d'action en réparation du liquidateur**

N° 584

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

**Rupture amiable dans un PSE avec départs volontaires : la cause ne peut être contestée sauf fraude ou vice du consentement**

N° 585

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

**Appréciation du motif économique de licenciement : le secteur d'activité à prendre en compte dépasse la spécialisation de l'entreprise**

N° 586

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

**IJSS indues pour l'assuré exerçant une activité d'auto-entrepreneur non autorisée par le médecin prescripteur de l'arrêt de travail**

N° 587

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## Moins-values sur titres de participation lors d'une restructuration

N° 588

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## Élargissement du champ de la réduction d'impôt ESUS aux souscriptions au capital d'entreprises chargées d'une mission patrimoniale

N° 589

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

## La directive sur le devoir de vigilance

N° 1207 - Par Sophie SCHILLER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

## Droit pénal de l'entreprise

N° 1208 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

## Déclaration de créance par le débiteur : il n'y a pas d'omission lorsque le débiteur mentionne une créance inférieure à la réalité

N° 1209 - Par Mathias HOUSSIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## Entreprise en difficulté - Instances en cours - Arrêt du cours des intérêts - Caution

N° 1210

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

## L'exequatur d'une décision étrangère peu ou pas motivée : illustrations jurisprudentielles

N° 1211 - Par Xavier HARANGER et Charles HERZECKE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

## Nouvelles précisions sur le droit applicable aux opérations de paiement non autorisées

N° 1212 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## Responsabilité du banquier - Opération de paiement - Achat à distance - Carte de crédit - Négligence grave du porteur de la carte

N° 1213

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## Transfert du contrat de travail : rupture d'un commun accord tripartite ou licenciement ?

N° 1214 - Par Thibault LAHALLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DROIT SOCIAL

## **Contrat de travail - Contrat à durée déterminée - Requalification - Contrat à durée indéterminée**

N° 1215

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ACTIONNARIAT SALARIÉ

## **Le déploiement de plans d'actions gratuites à l'international**

N° 1216 - Par Geoffrey PORAS et Jean DE CALBIAC

[Consulter le PDF](#)

## À la une

## Incidence professionnelle et préjudice d'établissement sans consolidation versus nomenclature Dintilhac : un arrêt en demi-teinte

note par Anne GUÉGAN sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 25 avr. 2024

« Selon l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 25 avril 2024, si les juges du fond peuvent, malgré l'absence de consolidation, caractériser une incidence professionnelle et un préjudice d'établissement, les indemnités ne peuvent être accordées de manière autonome. »



© thanksforbuying\_AdobeStock

## Actualité

## CAPA : l'examen prend une tournure plus professionnalisante

focus

## Technique

## Le droit de se taire consacré en droit de la presse

note par Julien BROCHOT sous Cons. const., 17 mai 2024

## Doctrines

## Interruption et suspension des délais de recours contentieux et de prescription par une médiation organisée à l'initiative des parties dans les litiges relevant de la compétence du juge administratif

étude par Gaël DÉCHELETTE

Gazette Spécialisée  
PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Agrégée des facultés de droit, directrice de la spécialité Contentieux économique et Arbitrage à l'École de droit de Sciences Po Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Marguerite AYNÈS, Daniel BARLOW, Maurice BENCIMON, Corinne BLÉRY, Jacques BOULARD, Matthieu BRUEDER, Muriel CADIOU, Gilles CASSOU DE SAINT-MATHURIN, Stéphane FERTIER, Valérie GEORGET, Thomas Habu GROUD, Florence GUERRE, Marilyn GUEZ, Harold HERMAN, Nicolas HOFFSCHIR, Ludovic LAUVERGNAT, Dimitri LECAT, Lucie MAYER, Vincent ORIF, Martin PLISSONNIER et Julien THÉRON

Fiches pratiques  
Réforme  
de la procédure  
d'appel



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL465k2 ■ CAPA : l'examen prend une tournure plus professionnalisante 3
- GPL465l8 ■ Parentalité et exercice professionnel : la Conférence des  
bâtonniers en quête de solutions 4
- GPL465o9 ■ Droit à l'assistance d'un avocat lors des perquisitions  
pénales : le CNB relance son plaidoyer 5
- GPL465n8 ■ « Si la justice n'est pas accessible, ça la rend incomprise »  
entretien avec Fanny FONTAN 7


## Technique

- GPL465l0 ■ Le droit de se taire consacré en droit de la presse  
note par Julien BROCHOT sous Cons. const., 17 mai 2024 9

## Doctrine

- GPL464b3 ■ Interruption et suspension des délais de recours contentieux  
et de prescription par une médiation organisée à l'initiative  
des parties dans les litiges relevant de la compétence du juge  
administratif 11
- étude par Gaël DÉCHELETTE

## Jurisprudence

- GPL465n4 ■ Incidence professionnelle et préjudice d'établissement sans  
consolidation versus nomenclature Dintilhac : un arrêt en demi-teinte  
note par Anne GUÉGAN sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 25 avr. 2024 14
- GPL464v0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation  
par Catherine BERLAUD 19
- GPL465c4 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État  
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 23
- GPL465d5 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la consommation  
par Stéphane PIÉDELIÈVRE <https://lext.so/GPL465d5> 

## Aux marches du Palais

### Portrait

- GPL465l1 ■ François Welsch, bâtonnier du barreau de Mulhouse 26

## Gazette Spécialisée

### PROCÉDURE CIVILE

Sous la responsabilité scientifique de  
Soraya AMRANI-MEKKI

27

# BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

## ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

### À LA UNE

#### SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

**La clause d'exclusion de SAS qui prive l'associé du droit de vote  
est en partie réputée non écrite** → PAGE 9

Michel **STORCK**

**Management fees : la rémunération indirecte non constitutive  
d'un acte anormal de gestion** → PAGE 12

Régis **VABRES**

#### DOCTRINE

**La finalisation de la refonte du régime des opérations  
de restructuration internes et transfrontalières** → PAGE 40

Edmond **SCHLUMBERGER**

**Vade-mecum de la restructuration d'une société en redressement  
judiciaire** → PAGE 49

François-Xavier **LUCAS** et Catherine **GRALITZER**

# SOMMAIRE

## DROIT COMMUN

- BJS203d5 • **Le caractère *intuitu personae* de la franchise à la lumière du principe d'autonomie de la personne morale** 5  
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. com., 15 mai 2024, n° 22-20747, FS-B

## SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS203d6 • **La clause d'exclusion de SAS qui prive l'associé du droit de vote est en partie réputée non écrite** 9  
Michel STORCK – Cass. com., 29 mai 2024, n° 22-13158, FS-B
- BJS203c8 • **Management fees : la rémunération indirecte non constitutive d'un acte anormal de gestion** 12  
Régis VABRES – CE, 8<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ch. réunies, 26 avr. 2024, n° 458958
- BJS203d0 • **La douteuse légalité du manquement à certaines obligations déclaratives** 14  
Dominique SCHMIDT – Cass. com., 4 avr. 2024, n° 22-19127, FS-B
- BJS203d8 • **Quel est le prix de rachat des actions, 20 ans après le refus d'agrément par une SAS ?** 19  
Pierre-Louis PÉRIN – CA Nouméa, ch. com., 13 mai 2024, n° 23/00014

## SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203c4 • **Mise à disposition gratuite d'un immeuble appartenant à une SCI : la référence à l'objet social** 21  
Bernard SAINTOURENS – Cass. 3<sup>e</sup> civ., 2 mai 2024, n° 22-24503, FS-B
- BJS203c7 • **La mise en conformité des statuts d'une ASL ne l'emporte pas sur leur respect !** 23  
Jean-François HAMELIN – Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 avr. 2024, n° 22-20174, FS-B
- BJS203d3 • **Association d'avocats : des associés et des sommes...** 26  
Jean-Jacques DAIGRE – Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 avr. 2024, n° 22-24667, FS-B
- BJS203d7 • **Précisions sur l'opposabilité d'une clause statutaire limitative de pouvoir** 28  
Thierry FAVARIO – Cass. soc., 7 mai 2024, n° 22-22357, F-D
- BJS203c9 • **Irrégularité de la procédure engagée par une SCI non immatriculée** 30  
Elsa GUÉGAN – Cass. 3<sup>e</sup> civ., 21 mars 2024, n° 22-22695, F-D
- BJS203b6 • **La cessation de la participation aux travaux de l'associé preneur d'une société agricole** 32  
Franck ROUSSEL – Cass. 3<sup>e</sup> civ., 14 mars 2024, n° 22-18203, F-D

## AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS203d2 • **Le RCS face à la démission des contrôleurs légaux : refus de modifier leur inscription** 35  
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 10 mai 2024, n° 22-16158, F-B



## RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS203d4 • **Pas de résolution du plan pour violation d'une mesure d'inaliénabilité ou fraude à la sauvegarde** 37  
Francine MACORIG-VENIER – Cass. com., 2 mai 2024, n° 22-22968, FS-B

## DOCTRINE

- BJS203e3 • **La finalisation de la refonte du régime des opérations de restructuration internes et transfrontalières** 40  
Edmond SCHLUMBERGER
- BJS203d1 • **Vade-mecum de la restructuration d'une société en redressement judiciaire** 49  
François-Xavier LUCAS et Catherine GRALITZER